

JOURNAL OFFICIEL

DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

PARAISSANT LE 1^{er} ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOME

TARIF

ACHAT	ABONNEMENT ANNUEL	ANNONCES
<ul style="list-style-type: none"> ● 1 à 12 pages..... 200 F ● 16 à 28 pages 600 F ● 32 à 44 pages 1000 F ● 48 à 60 pages 1500 F ● Plus de 60 pages 2 000 F 	<ul style="list-style-type: none"> ● TOGO..... 20 000 F ● AFRIQUE..... 28 000 F ● HORS AFRIQUE 40 000 F 	<ul style="list-style-type: none"> ● Récépissé de déclaration d'associations 10 000 F ● Avis de perte de titre foncier (1^{er} et 2^e insertions) 20 000 F ● Avis d'immatriculation 10 000 F ● Certification du JO 500 F

N.B. : Le paiement à l'avance est la seule garantie pour être bien servi.

Pour tout renseignement complémentaire, s'adresser à l'EDITOGO Tél. : (228) 22 21 37 18 / 22 21 61 07 / 08 Fax (228) 22 22 14 89 - BP: 891 - LOME

DIRECTION, REDACTION ET ADMINISTRATION

CABINET DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE - TEL. : 22 21 27 01 - LOME

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

LOIS, ORDONNANCES, DECRETS, ARRETES ET DECISIONS

LOIS

2025

14 Avr.-Loi n° 2025-006 portant lutte contre les changements climatiques..... 2

DECRETS

2024

26 Déc.-Décret n° 2024-071/PR portant identification systématique et obligatoire des abonnés aux services de communications électroniques au Togo..... 5

2025

25 Mars-Décret n° 2025-027/PR portant nominations dans l'Ordre National du Mérite.....	11
25 Mars-Décret n° 2025-028/PR portant nominations dans l'Ordre du Mono.....	13
25 Mars-Décret n° 2025-029/PR portant attributions de Médailles du Mérite Militaire.....	16
23 Avr.-Décret n° 2025-031/PR fixant les indemnités des gouverneurs de Régions.....	45
23 Avr.-Décret n° 2025-032/PR fixant les indemnités de fonction des secrétaires généraux des Régions.....	45
23 Avr.-Décret n° 2025-033/PR fixant les indemnités des présidents, vice-présidents et rapporteurs des commissions permanentes, et les indemnités de sessions du conseil du District Autonome du Grand Lomé (DAGL).....	46
23 Avr.-Décret n° 2025-034/PR relatif à la coopération entre la Commission de l'UEMOA et les structures nationales de concurrence.....	47

DECISIONS

Primature**Ministère des Transports Routiers, Aériens et Ferroviaires****Agence Nationale de l'Aviation Civile****2025**

22 Avr.-Décision n° 39/25/ANAC/DG portant amendement du règlement aéronautique national togolais relatif à la sécurité du transport aérien des marchandises dangereuses (RANT18)..... 48

PARTIE OFFICIELLE**ACTES DU GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE****LOIS, ORDONNANCES, DECRETS, ARRETES ET DECISIONS****LOIS**

**LOI N° 2025 - 006 du 14 avril 2025
Portant Lutte Contre les CHangements
Climatiques.**

L'Assemblée nationale a délibéré et adopté ;

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

CHAPITRE PREMIER : DES DISPOSITIONS GENERALES

Article premier : La présente loi a pour objet la lutte contre les changements climatiques ainsi que les effets et conséquences négatifs.

A ce titre, elle vise notamment à :

- établir les cadres politique, juridique et institutionnel de développement résilient aux changements climatiques et à faibles émissions de carbone ;
- définir et développer les outils et mécanismes d'adaptation aux changements climatiques et d'atténuation des émissions de gaz à effet de serre ;

- valoriser durablement le potentiel économique des services écosystémiques et du capital naturel ;
- mettre en place des mécanismes de financement durable relatifs aux changements climatiques.

Art. 2 : Les dispositions de la présente loi s'appliquent :

- à l'espace terrestre, maritime et aérien du Togo, notamment ses eaux intérieures, ses eaux territoriales et sa zone économique exclusive, y compris le fond marin et le sous-sol, ses écosystèmes continentaux, côtiers et marins et les établissements humains sous la souveraineté de l'État ;
- aux secteurs, actions, activités, mesures et initiatives, susceptibles d'avoir un impact sur les changements climatiques, notamment, agriculture, forêt et autres affectations des terres, énergie, transports, production d'électricité, procédé de production industrielle utilisation des produits, gestion des déchets.

Sont exclues du champ d'application de la présente loi, les activités liées à la sécurité et à la défense nationales.

Art. 3 : Au sens de la présente loi, on entend par :

- Adaptation aux changements climatiques : démarche d'ajustement des systèmes naturels ou des systèmes humains face au climat actuel ou attendu, ainsi qu'à ses conséquences consistant pour les systèmes humains à atténuer ou éviter les effets préjudiciables et à exploiter les effets bénéfiques ;
- Atténuation des émissions de gaz à effet de serre : ensemble d'actions visant à réduire les sources et à augmenter les puits de tous les gaz à effet de serre d'origine humaine ou à stabiliser les concentrations des gaz à effet de serre dans l'atmosphère à un niveau qui empêche toute perturbation anthropique dangereuse du système climatique ;
- Atténuation des émissions :
 - élimination ou séquestration d'un ou plusieurs gaz à effet de serre de l'atmosphère ; ou
 - prévention ou réduction des émissions d'un ou plusieurs gaz à effet de serre ;
- Changements climatiques : changements de climat qui sont attribués directement ou indirectement à une activité humaine altérant la composition de l'atmosphère mondiale et qui viennent s'ajouter à la variabilité naturelle du climat observée au cours de périodes comparables ;
- Ecotaxe : taxe fiscale appliquée à certains produits, services ou activités portant atteinte à l'environnement ;

- Gaz à Effet de Serre (GES) : composants gazeux de l'atmosphère, tant naturels qu'anthropiques qui absorbent le rayonnement infrarouge émis et le renvoient vers la terre en provoquant ainsi un réchauffement supplémentaire à la surface de la terre et dans la partie inférieure de l'atmosphère ;
- Inventaire national des émissions des gaz à effet de serre : processus de quantification des émissions de gaz à effet de serre établie sur la base d'une collecte des données et de calcul des émissions et absorption des gaz à effet de serre ;
- Mécanisme de carbone : ensemble des instruments développés par les parties à la Convention-cadre des Nations-Unies sur les changements climatiques, et à ses protocoles additionnels, y compris l'Accord de Paris, pour accompagner les pays à réaliser leurs objectifs d'atténuation des émissions des gaz à effet de serre et à promouvoir le développement durable ;
- Rapports périodiques : rapports nationaux à travers lesquels le pays communique au secrétariat de la convention-cadre des Nations-Unies sur les changements climatiques, ses engagements et efforts de contribution de lutte contre les changements climatiques ;
- Séquestration du carbone : processus d'absorption du carbone de l'atmosphère et de son stockage, y compris dans le sol, les sédiments et la végétation.

Art. 4 : Sans préjudice des textes juridiques en vigueur en matière environnementale et de développement durable, la présente loi repose sur les principes fondamentaux suivants :

- le principe de prévention, selon lequel il importe d'anticiper et de prévenir à la source les atteintes à l'environnement ;
- le principe de précaution, selon lequel l'absence de certitudes scientifiques et techniques ne doit pas faire obstacle à l'adoption de mesures effectives et appropriées visant à prévenir des atteintes graves à l'environnement ;
- le principe de développement durable, selon lequel le développement doit répondre aux besoins des générations présentes sans compromettre la capacité des générations futures à répondre aux leurs ;
- le principe de coopération qui exige que les Etats s'engagent à collaborer et à œuvrer dans une approche concertée sur les questions de changements climatiques dans le but de réduire significativement les concentrations de gaz à effet de serre dans l'atmosphère ;

- le principe d'information, selon lequel toute personne a le droit d'être informée, d'informer et de s'informer sur son environnement ;
- le principe de participation, selon lequel chaque citoyen a le devoir de veiller à la préservation de l'environnement et de contribuer à son amélioration ;
- le principe pollueur-payeur, selon lequel les frais découlant des actions préventives contre la pollution, ainsi que des mesures de lutte contre celle-ci, y compris la remise en l'état des sites pollués, sont supportés par le pollueur ;
- le principe préleveur-payeur, selon lequel tout prélèvement de ressources naturelles à des fins commerciales et industrielles donne lieu aux paiements d'une redevance ;
- le principe de responsabilité commune mais différenciée, selon lequel, étant donné la diversité des rôles joués dans la dégradation de l'environnement mondial, tous les Etats en reconnaissent leurs responsabilités communes mais différenciées ; les pays développés reconnaissent la responsabilité qui leur revient dans la recherche internationale du développement durable eu égard aux pressions que leurs sociétés exercent sur l'environnement mondial et aux technologies et ressources financières dont ils disposent ;
- le principe d'équité, selon lequel chacun peut prétendre à un traitement juste, égalitaire et raisonnable, mettant l'accent notamment, sur la prise en compte du genre dans la lutte contre les changements climatiques, les besoins des populations les plus vulnérables, en y soutenant leur participation ;
- le principe de réalisme, attitude qui consiste à privilégier le pragmatisme dans le choix des mesures concrètes de lutte contre les changements climatiques en tenant compte des contraintes liées au développement du pays.

CHAPITRE II : DE LA GOUVERNANCE DE LA LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES

Section 1^{re} : Missions de l'Etat et des collectivités territoriales

Art. 5 : L'Etat et les collectivités territoriales, en tant que garant du droit des populations à un environnement sain, prennent des mesures nécessaires pour :

- lutter contre les effets et conséquences négatifs des changements climatiques dans tous les secteurs socio-économiques ;

- atténuer les émissions des gaz à effets de serre dans les secteurs socio- économiques du développement ;
- anticiper et réduire les risques climatiques et des catastrophes ;
- promouvoir le développement durable en intégrant dans les plans, programmes et projets nationaux de développement, des mesures destinées à faire face aux changements climatiques et en veillant à la prise en compte des questions de genre ;
- mettre en œuvre des programmes et projets de recherche et de surveillance en matière d'observations systématiques des changements climatiques dans le but de renforcer ses aptitudes dans les domaines de l'anticipation et de la riposte ;
- assurer l'évaluation préliminaire ainsi que la publication des faits, incidents, phénomènes ou fléaux constatés liés aux changements climatiques et faciliter le partage d'informations avec les organismes sous régionaux, régionaux et internationaux ;
- consulter si nécessaire, les autres Etats ou organismes compétents pour la détermination des mesures à prendre et des moyens à déployer pour faire face aux faits, incidents, phénomènes ou fléaux constatés ;
- promouvoir les connaissances, savoir-faire et capacités endogènes en matière de lutte contre les changements climatiques ;
- assurer la mobilisation des ressources nécessaires à la lutte contre les changements climatiques.

Section 2 : Cadre institutionnel de lutte contre les changements climatiques

Art. 6 : Il est créé un conseil national de l'action climatique, chargé de définir les orientations et les priorités nationales en matière de lutte contre les changements climatiques ;

Le conseil national de l'action climatique est composé des ministres et des responsables d'institutions concernées.

La composition, les attributions et le fonctionnement du conseil national de l'action climatique sont fixés par décret en conseil des ministres.

Art. 7 : Il est créé un comité national de lutte contre les changements climatiques, placé sous la tutelle du ministère chargé des changements climatiques.

Le comité national de lutte contre les changements climatiques est composé des représentants des ministères, les institutions et partenaires internationaux et privés concernés par les questions de changements climatiques.

La composition, les attributions et le fonctionnement du comité national de lutte contre les changements climatiques sont fixés par décret en conseil des ministres.

CHAPITRE III : DES OUTILS DE LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES

Art. 8 : Aux fins d'adaptation aux changements climatiques et d'atténuation des émissions de gaz à effet de serre, l'Etat élabore des outils ci-après :

- les politiques, stratégies et plans d'adaptation aux changements climatiques et d'atténuation des émissions de gaz à effet de serre ;
- le système national de gestion des inventaires des gaz à effet de serre;
- les normes d'émissions des gaz à effet de serre et de rejet des particules dans les différents secteurs d'activités ;
- le registre national des projets et programmes d'atténuation des gaz à effet de serre ;
- les rapports périodiques de mise en œuvre des mesures de lutte contre les changements climatiques.

Les outils visés à l'alinéa précédent sont précisés par voie réglementaire.

CHAPITRE IV: DE LA MOBILISATION DES RESSOURCES DE LA LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES ET MESURES INCITATIVES

Art. 9 : L'Etat et les collectivités territoriales mobilisent des ressources nécessaires à la mise en œuvre des actions de lutte contre les changements climatiques.

Le fond national de l'environnement est l'instrument de mobilisation des ressources dédiées à la lutte contre les changements climatiques.

Les ressources proviennent notamment du budget de l'Etat, des collectivités territoriales, des écotaxes, de la contribution du secteur privé, des organisations non gouvernementales et des mécanismes de coopération internationale, y compris les mécanismes de carbone.

Les règles relatives aux mécanismes de carbone sont fixées par décret en conseil des ministres.

Art. 10 : L'Etat assiste les promoteurs de projets et programmes à impact significatif dans la lutte contre les changements climatiques.

Il intervient notamment par des incitations conformes aux lois et règlements en vigueur.

Les modalités d'application du présent article sont précisées par décret en conseil des ministres.

CHAPITRE V : DES INSPECTIONS, INFRACTIONS ET SANCTIONS

Art. 11 : La violation des dispositions de la présente loi et ses textes d'application expose son auteur aux sanctions pénales et/ou administratives prévues par les lois et règlements en vigueur.

Art. 12 : Les modalités d'inspection ainsi que les sanctions administratives encourues sont précisées par voie réglementaire.

CHAPITRE VI : DES DISPOSITIONS DIVERSES ET FINALES

Art. 13 : Des textes réglementaires précisent, en tant que de besoin, les modalités d'application de la présente loi.

Art. 14 : La présente loi sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Lomé, le 14 avril 2025

Le Président de la République

Faure Essozimna GNASSINGBE

Le Premier ministre

Victoire Sidémého TOMEGA-H-DOGBE

DECRET N° 2024-071 /PR du 26 décembre 2024
portant identification systématique et obligatoire des abonnés aux services de communications électroniques au Togo

Sur le rapport conjoint du ministre de l'Economie Numérique et de la Transformation Digitale, du ministre de la Sécurité et de la Protection Civile et du ministre de la Justice et de la Législation,

Vu la Constitution du 6 mai 2024 ;

Vu la loi n° 2012-018 du 17 décembre 2012 sur les communications électroniques, modifiée par la loi n° 2013-003 du 19 février 2013 ;

Vu la loi n° 2019-014 du 29 octobre 2019 relative à la protection des données à caractère personnel ;

Vu la loi n° 2020-009 du 10 septembre 2020 relative à l'identification biométrique des personnes physiques au Togo, modifiée par la loi n° 2022-010 du 24 juin 2022 ;

Vu le décret n° 2014-088/PR du 31 mars 2014 portant sur les régimes juridiques applicables aux activités de communications électroniques modifié par le décret n° 2018-145/PR du 03 octobre 2018 ;

Vu le décret n° 2014-112/PR du 30 avril 2014 portant sur l'interconnexion et l'accès aux réseaux de communications électroniques, modifié par le décret n° 2018-144/PR du 03 octobre 2018 ;

Vu le décret n° 2015-091/PR du 27 novembre 2015 portant organisation et fonctionnement de l'Autorité de Régulation des Communications Electroniques et des Postes (ARCEP), modifié par le décret n° 2022-100/PR du 07 octobre 2022 ;

Vu le décret n° 2022-094/PR du 09 septembre 2022 relatif aux modalités d'inscription, de rectification et d'actualisation des données démographiques et biométriques des personnes physiques et aux conditions d'utilisation du numéro d'identification unique en République togolaise ;

Vu le décret n° 2024-040/PR/PR du 1^{er} août 2024 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le décret n° 2024-041/PR du 20 août 2024 portant composition du gouvernement ;

Le Conseil des ministres entendu,

DECRETE

CHAPITRE I^{er} : DES DISPOSITIONS GENERALES

Article premier : Objet

Le présent décret a pour objet de fixer les règles d'identification des abonnés des services de communications électroniques au Togo.

Art. 2 : Champ d'application

Le présent décret s'applique à tous les opérateurs établis au Togo ainsi qu'à leurs abonnés.

Art. 3 : Définition des termes

Au sens du présent décret, on entend par :

Abonné : toute personne physique ou morale ayant souscrit à une offre de service

auprès d'un opérateur ;

Activer : donner l'accès à un abonné aux services de communications électroniques

fournis par un opérateur ;

Base de données de l'opérateur : base de données d'informations sur les abonnés contenant des données à caractère personnel des abonnés ;

Carte SIM : toute puce insérée dans les dispositifs d'accès pour accéder au réseau d'un opérateur, permettant

d'identifier l'abonné et d'enregistrer toutes les informations relatives au réseau de l'opérateur auquel celui-ci est abonné ;

Carte SIM activée : toute carte SIM pouvant accéder aux réseaux et aux services d'un opérateur ;

Carte SIM pré-activée : toute carte SIM active sans avoir fait l'objet d'une identification préalable conformément au présent décret ;

Carte SIM pré-identifiée : toute carte SIM identifiée au nom d'un tiers avant sa mise en vente ;

Dispositif d'accès : équipement terminal, liens physiques, liens virtuels, circuits et/ou toute combinaison de ceux-ci permettant d'accéder aux réseaux ou aux services de communications électroniques ;

Dispositif d'accès actif : tout dispositif d'accès pouvant accéder aux réseaux et aux services de l'opérateur ;

Dispositif d'accès pré-activé : dispositif d'accès activé sans avoir fait l'objet d'identification préalable conformément au présent décret ;

Dispositif d'accès pré-identifié : tout dispositif d'accès identifié au nom d'un tiers avant sa mise en vente ;

Document de voyage : tout document d'identité délivré par l'administration togolaise ou étrangère pour faciliter le mouvement des personnes à travers les frontières ;

Non-résident : tout voyageur en transit au Togo ou toute personne dont le domicile n'est pas établi au Togo ;

Permutation : processus de remplacement d'une carte SIM existante par une nouvelle en déplaçant le numéro existant sur la nouvelle carte SIM ;

Résident : toute personne dont le domicile principal est établi au Togo.

Les autres termes utilisés dans le présent décret ont la signification que leur confère la loi n° 2012-018 du 17 décembre 2012 sur les communications électroniques, modifiée par la loi n° 2013-003 du 19 février 2013.

CHAPITRE II : DES REGLES GENERALES RELATIVES AL'IDENTIFICATION DES ABONNES

Art. 4 : Identification préalable du souscripteur à un service de communications électroniques

Toute personne physique ou morale qui souhaite souscrire à un abonnement ou à un service auprès d'un opérateur, est tenue de se faire identifier préalablement à la fourniture du service sollicité, selon les modalités définies par le présent décret.

Tout abonné à un service de communications électroniques

a l'obligation de se faire identifier, selon les modalités définies par le présent décret.

Art. 5 : Identification systématique des abonnés par les opérateurs

Les opérateurs sont tenus de procéder à l'identification de leurs abonnés. A cet effet, ils collectent et conservent les données d'identification relatives à leurs abonnés.

La commercialisation de toute carte SIM et de tout autre dispositif d'accès aux réseaux ou aux services de communications électroniques est assortie de l'identification préalable de l'abonné.

Lors de l'identification d'un abonné, l'opérateur enregistre pour le compte de celui-ci, la carte SIM activée ou tout autre dispositif d'accès aux réseaux ou services de communications électroniques actif.

Art. 6 : Conditions de vente des cartes SIM

La vente de cartes SIM et autres dispositifs d'accès aux réseaux ou aux services de communications électroniques en dehors des points de commercialisation mentionnés aux alinéas suivants du présent décret, est interdite.

Les cartes SIM et autres dispositifs d'accès aux réseaux ou aux services de communications électroniques sont commercialisés dans les agences, bureaux et succursales appartenant aux opérateurs ou dans les locaux des prestataires de services agréés par les opérateurs.

La commercialisation des cartes SIM et autres dispositifs d'accès aux réseaux et services de communications électroniques ne peut être effectuée en dehors des lieux précités que si des dispositifs d'identification peuvent être mis en place. Dans ce cas, les informations collectées sont automatiquement renvoyées à la base des données de l'opérateur.

En cas de manquement aux dispositions du présent décret, l'opérateur engage sa responsabilité, y compris lorsque ces manquements sont le fait de ses prestataires de services agréés.

Art. 7 : Interdiction de vente de carte SIM pré-activée et/ou pré-identifiée

La vente de cartes SIM et de tous autres dispositifs d'accès aux réseaux ou aux services de communications électroniques pré-activés par les opérateurs est interdite.

La vente de cartes SIM et autres dispositifs d'accès aux réseaux ou aux services de communications électroniques pré-identifiés est également interdite.

L'activation de la carte SIM et d'autres dispositifs d'accès aux réseaux ou aux services de communications électroniques intervient après l'identification de l'abonné.

Art. 8 : Interdiction d'utilisation des cartes SIM appartenant à une personne décédée

L'utilisation d'une carte SIM ou d'un dispositif d'accès aux réseaux ou aux services de communications électroniques identifiés au nom d'une personne décédée est interdite.

Toute personne souhaitant utiliser une carte SIM ou un dispositif d'accès aux réseaux ou aux services de communications électroniques identifiés au nom d'une personne décédée, doit accomplir les formalités d'identification prévues par le présent décret.

Art. 9 : Tenue d'un registre électronique

Tous les opérateurs tiennent dans un registre électronique daté les informations concernant :

- l'identification de tous les agents des opérateurs et des prestataires agréés ainsi que les formulaires d'engagement de responsabilité signés par ces derniers ;
- des détails de toutes les cartes SIM ou tous autres dispositifs d'accès aux réseaux ou aux services de communications électroniques ;
- le numéro de téléphone associé à chaque carte SIM ;
- tous les abonnés identifiés ainsi que les éventuelles mises à jour.

Le registre électronique peut être audité par les autorités compétentes pour s'assurer du respect des dispositions ci-dessus listées.

Un arrêté du ministre chargé des Communications Electroniques précise, en cas de besoin, les modalités de tenue du registre mentionné à l'alinéa premier du présent article.

Art. 10 : Traçabilité des points de vente

L'opérateur est tenu de prendre toute disposition de sorte à retracer le point de vente de toute carte SIM et de tous autres dispositifs d'accès aux réseaux ou aux services de communications électroniques. Ces données sont conservées et accessibles aux agents assermentés des autorités compétentes dans le cadre de leurs missions de contrôle, conformément à la réglementation en vigueur.

Toute vente de carte SIM et de tout autre dispositif d'accès aux réseaux ou aux services de communications électroniques est matérialisée par la délivrance d'une preuve d'achat ou d'un reçu traçable dans le système d'information de l'opérateur indiquant le montant de la transaction et les caractéristiques du service souscrit, y compris les caractéristiques de la carte SIM ou du dispositif d'accès aux réseaux ou aux services de communications électroniques.

La preuve d'achat ou le reçu doit permettre une identification unique de la carte SIM ou du dispositif d'accès aux réseaux ou aux services de communications électroniques ainsi que du point de vente qui l'a délivré et de l'abonné.

Art. 11 : Etablissement des rapports

L'opérateur établit un rapport trimestriel qu'il transmet à l'Autorité de régulation, au ministre chargé des Communications Electroniques, au ministre chargé de la Sécurité et à l'Agence nationale d'identification. Ce rapport comporte notamment les informations suivantes :

- le nombre total d'abonnés identifiés ;
- le nombre d'abonnés identifiés au cours du trimestre écoulé ;
- le nombre d'abonnements résiliés au cours du trimestre écoulé ;
- toute autre information nécessaire, à la demande de l'Autorité de régulation dans les limites de la législation et de la réglementation en vigueur.

L'opérateur adresse à la fin de chaque année civile un rapport annuel retraçant l'ensemble des informations à l'Autorité de régulation, au ministre chargé des Communications Electroniques, au ministre chargé de la Sécurité et à l'Agence nationale d'identification.

Art. 12 : Obligations générales des opérateurs en matière d'information des abonnés

Les opérateurs sont tenus d'informer les abonnés de l'ensemble des obligations auxquelles ils sont tenus conformément au présent décret.

Ces informations sont communiquées aux abonnés de manière claire, précise, compréhensible et accessible.

CHAPITRE III : DE LA PROCEDURE D'IDENTIFICATION DES ABONNES**Art. 13 : Obligation d'enregistrer les abonnés**

Tout opérateur doit, par lui-même ou par son agent ou son prestataire de services agréés, enregistrer, conformément aux dispositions du présent décret, tous les abonnés et titulaires des cartes SIM qui utilisent son réseau et ses services de communications électroniques.

Art. 14 : Durée de conservation des données des abonnés

Les informations personnelles des abonnés enregistrées par les opérateurs ainsi que les données d'attribution de carte SIM et de numéro de téléphone sont conservées pendant au moins cinq (5) ans à compter du désenregistrement d'un abonné.

Art. 15 : Enregistrement d'informations personnelles de l'abonné

L'activation d'une carte SIM par l'opérateur est subordonnée à l'enregistrement des informations personnelles de l'abonné individuel souhaitant utiliser cette carte SIM. La carte SIM est activée, au plus tard, dans les soixante (60) minutes qui suivent l'enregistrement des informations personnelles de l'abonné.

Celles-ci doivent préciser :

- les nom et prénom (s) complets ;
- la date et le lieu de naissance ;
- le sexe ;
- la nature et le numéro du document d'identification ;
- le numéro de téléphone enregistré ;
- le numéro de la carte SIM enregistrée ;
- la profession ;
- la photo du requérant réalisée par l'opérateur ;
- pour les nationaux et les non Nationaux résidents, le Numéro d'Identification Unique (NIU) délivré par l'Agence Nationale d'Identification (ANID).

Ces informations peuvent également préciser l'adresse complète ou les coordonnées GPS du souscripteur.

L'opérateur, son agent ou le prestataire de services agréé met en œuvre toute diligence pour s'assurer de la conformité de la photographie figurant sur le document d'identification avec le visage de la personne physique qui sollicite son identification. Il prend en outre toutes les mesures afin d'enregistrer systématiquement les coordonnées GPS du point de vente de chaque carte SIM.

L'opérateur est tenu d'exiger de tout souscripteur à ses services ou de tout abonné, sa présence physique et la présentation de l'une des pièces suivantes en cours de validité :

- 1- pour les nationaux
 - l'original de la carte nationale d'identité ;
 - l'original du document de voyage valablement reconnu sur le territoire national ;
 - l'original du permis de conduire ;
 - l'original de la carte d'étudiant ;
 - l'original de la carte militaire ou de la carte professionnelle de police ;

- l'original de la carte d'électeur ;
- 2- pour les non-nationaux
 - l'original de la carte de séjour délivrée par la République togolaise ;
 - l'original de la carte consulaire ;
 - l'original de tout document de voyage valablement reconnu sur le territoire national.

Les nationaux et les non-nationaux résidents sont en outre, tenus de présenter l'original de la carte d'identification unique délivrée par l'Agence Nationale d'Identification (ANID). La présentation de cette carte est suffisante pour l'identification des personnes qui ne disposent d'aucun des documents mentionnés à l'alinéa précédent.

Toute personne séjournant sur le territoire national pour une durée n'excédant pas cent- quatre-vingt (180) jours, n'est pas tenue de présenter la carte d'identification unique.

Toutefois, à l'issue de la période de cent quatre-vingt (180) jours, l'opérateur désactive la carte SIM, sauf si le NIU est renseigné par le titulaire de ladite carte SIM.

Art. 16 : Identification des personnes mineures

Le mineur de moins de quinze (15) ans ne peut s'abonner seul aux services de communications électroniques.

Lorsqu'un mineur de moins de quinze (15) ans souhaite souscrire aux services de communications électroniques, il doit être accompagné de son représentant légal, tous les deux (2) munis des pièces prévues à l'article 15 du présent décret.

Art.17 : Identification des personnes dans des cas d'incapacité motrice

En cas d'incapacité motrice, la souscription au service de communications électroniques peut être faite par un tiers disposant d'un mandat écrit et en produisant les pièces prévues à l'article 15 du présent décret de la personne en situation d'incapacité motrice et du tiers disposant du mandat. Dans ce cas, le NIU du tiers disposant du mandat doit être également inscrit dans la base de données de l'opérateur.

Art.18 : Identification d'une personne morale

L'activation d'une carte SIM par l'opérateur pour le compte d'une personne morale est subordonnée à l'enregistrement des informations précisées à l'alinéa 3 du présent article.

L'identification d'une personne morale fait l'objet d'une demande formelle du demandeur à l'opérateur par une lettre officielle dûment signée par le représentant légal de la

personne morale ou de toute autre personne physique dûment mandatée par lui.

L'opérateur recueille auprès du souscripteur, personne morale, les informations suivantes :

- raison ou dénomination sociale ;
- siège social, adresse physique, postale et coordonnées GPS du siège ;
- nom et prénom(s), numéro de pièce d'identité, nationalité et NIU du représentant légal ;
- numéro d'immatriculation au registre de commerce et du crédit mobilier, pour les entreprises commerciales ou le numéro de récépissé de déclaration pour les associations ;
- date de création ; numéro d'identification fiscale ; numéro de téléphone ;
- adresse e-mail, s'il y a lieu.

L'opérateur reçoit et conserve sous forme physique ou électronique une copie certifiée conforme du registre de commerce et du crédit mobilier ou du récépissé de déclaration.

Toute carte SIM ou tout dispositif d'accès aux réseaux ou aux services de communications électroniques utilisé individuellement par un agent de la personne morale est identifié au nom de cet agent, conformément aux dispositions du présent décret.

Dans ce cas, les cartes SIM ou les dispositifs d'accès aux réseaux ou aux services de communications électroniques ne sont délivrés par l'opérateur qu'après l'identification de cet agent conformément aux dispositions du présent décret.

Lorsque la souscription est faite par la personne morale pour le compte de son personnel, l'opérateur s'assure que les données d'identification de la personne morale et de l'utilisateur final apparaissent dans sa base.

Art. 19 : Changement des informations de l'abonné

En cas de changement concernant une information fournie par un abonné, celui-ci en informe l'opérateur dans les quinze (15) jours calendaires suivant ce changement.

L'opérateur met à jour les données d'identification de l'abonné dans les sept (7) jours calendaires suivant la réception de la notification de celui-ci.

Le représentant légal de la personne morale ou la personne physique dûment mandatée par ce dernier, doit notifier, par écrit, dans un délai maximum de 48 heures, à l'opérateur,

tout changement de détenteur d'une carte SIM ou d'un dispositif d'accès aux réseaux ou aux services de communications électroniques appartenant à la personne morale et utilisés personnellement par un de ses agents.

Dès la notification de changement de détenteur, l'opérateur suspend immédiatement le service fourni par le biais de la carte SIM ou du dispositif d'accès aux réseaux ou aux services de communications électroniques, sauf identification d'un nouveau détenteur.

CHAPITRE IV : DE LA PROCEDURE DE TRANSFERT, DE DESENREGISTREMENT DE LA CARTE SIM ET AUTRES MESURES DE SECURITE

Art. 20 : Transfert de cartes SIM

Un utilisateur d'une carte SIM enregistrée en son nom peut, après en avoir informé l'opérateur, interrompre l'utilisation de la carte SIM et en transférer l'utilisation et la responsabilité à une autre personne.

L'utilisateur initial et le nouvel utilisateur remplissent un formulaire de consentement qu'ils signent conjointement et soumettent à l'opérateur.

L'opérateur, après avoir confirmé que la carte SIM appartient à l'utilisateur précédent, dés-enregistre l'utilisateur initial et transfère ensuite le numéro de téléphone au nouvel utilisateur en suivant les procédures d'enregistrement normales prévues par le présent décret.

Art. 21 : Période de tenue des formulaires de consentement

L'opérateur a la responsabilité de garder tous les formulaires de consentement de transfert et les informations connexes, pour une période de douze (12) mois après le transfert.

Art. 22 : Permutation de la carte SIM

La permutation d'une carte SIM obéit aux mêmes procédures que celles prévues par le présent décret pour l'enregistrement de cartes SIM.

Art. 23 : Vérification de la carte SIM enregistrée sous une identité

Les opérateurs sont tenus d'établir un système permettant à chaque abonné de vérifier, par un seul code court, tous les numéros enregistrés sous son identité.

Art. 24 : Enregistrement d'une nouvelle carte SIM sous l'identité d'un abonné existant

Lorsqu'une nouvelle carte SIM est enregistrée sous l'identité d'un abonné existant, une notification par SMS est envoyée au numéro d'origine indiquant tous les numéros enregistrés

sous cette identité dans la nouvelle base de données. La notification SMS doit également inclure la demande d'approbation d'enregistrement de la nouvelle carte SIM.

Art. 25 : Limitation du nombre de cartes SIM

Le nombre de carte SIM par opérateur qu'un abonné, personne physique est autorisé à détenir, est limité comme suit :

- cinq (5) cartes SIM pour les nationaux et les résidents ;
- deux (2) cartes SIM pour les non-résidents.

Art. 26 : Processus de dés-enregistrement de la carte SIM

Un opérateur doit dés-enregistrer une carte SIM à la demande de l'abonné, après avoir vérifié et confirmé que les informations de l'abonné correspondent aux informations d'enregistrement de la carte SIM.

Toute information concernant le dés-enregistrement de la carte SIM doit être gardée pendant au moins un (1) an à partir du jour effectif du dés-enregistrement.

CHAPITRE V : DE L'UTILISATION DE LA BASE DE DONNEES DE L'OPERATEUR

Art. 27 : Responsabilité de l'opérateur en ce qui concerne l'établissement et la maintenance de la base de données de l'opérateur

En vertu du présent décret, l'opérateur est chargé de :

- établir et maintenir une base de données contenant toutes les informations des abonnés identifiés, appelée «la base de données de l'opérateur» ;
- établir la base de données de l'opérateur d'une manière à assurer un accès aux données par les agents assermentés des autorités compétentes;
- prendre soin et contrôler la base des données d'enregistrement des cartes SIM en prenant des mesures de sécurité nécessaires.

Art. 28 : Utilisation des informations personnelles

Il est formellement interdit aux opérateurs d'utiliser toute information personnelle d'un abonné sans le consentement préalable de celui-ci pour quelque raison que ce soit.

L'utilisation de toute information personnelle respecte les lois et les règlements en vigueur en matière de protection de données à caractère personnel.

L'usage des informations personnelles des abonnés pour des fins autres que celles retenues par le présent décret, est contraire à la licence, aux lois et aux règlements en vigueur en République togolaise et expose l'opérateur à des sanctions prévues par la réglementation en vigueur.

Art. 29 : Accès aux informations de l'abonné par d'autres personnes

Les tiers ne sont pas autorisés à accéder aux informations sur les abonnés, sauf dans les cas prévus par la loi.

CHAPITRE VI : DU CONTROLE, DES SANCTIONS EN MATIERE DE REGULATION ET DES VOIES DE RECOURS

Art. 30 : Contrôle exercé par l'Autorité de régulation

L'Autorité de régulation s'assure du respect par les opérateurs des dispositions prévues au présent décret. A cet effet, elle met en œuvre tous les moyens de contrôle et d'inspection appropriés et sanctionne les manquements constatés, conformément à la réglementation en vigueur.

Art. 31 : Non-respect des conditions d'activation et de désactivation

Tout opérateur qui active sans observer les obligations du présent décret ou omet de désactiver une carte SIM conformément au présent décret est passible d'une amende de cent mille (100 000) francs CFA pour chaque carte SIM non enregistrée mais activée et la même amende s'applique en cas de permutation illégale.

L'opérateur qui utilise les informations de l'abonné à d'autres fins, notamment commerciales, sans le consentement de l'abonné, est puni conformément à la loi et aux règlements applicables en matière de protection des données à caractère personnel au Togo.

Tout opérateur ou son agent qui ne se conforme pas aux autres dispositions du présent décret est passible d'une amende de cent cinquante mille (150 000) de francs CFA.

Art. 32 : Utilisation de la carte SIM d'une personne décédée

Toute personne qui utilise la carte SIM d'une personne décédée sans observer les formalités d'identification préalable prévues par le présent décret est passible d'une amende de cent mille (100 000) à cinq cent (500 000) francs CFA.

Art. 33 : Utilisation de carte SIM à des fins frauduleuses

Toute personne qui utilise intentionnellement la carte SIM inscrite au nom d'une autre personne à des fins frauduleuses

sera punie conformément aux dispositions du Code pénal applicables.

Art. 34 : Recours contre les décisions de l'Autorité de régulation

Tout opérateur qui fait l'objet d'une mesure de sanction de l'Autorité de régulation au titre des dispositions du présent chapitre, dispose d'un droit de recours conformément aux dispositions prévues par la loi sur les communications électroniques.

CHAPITRE VII : DES DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET FINALES

Art. 35 : Période transitoire

Tous les opérateurs existants disposent d'un délai de douze (12) mois à compter de la date de sa signature, pour se conformer aux dispositions du présent décret.

Art. 36 : Abrogation

Sont abrogées toutes les dispositions antérieures contraires au présent décret, notamment celles du décret n°2011-120/PR du 06 juillet 2011 portant identification systématique et obligatoire des abonnés aux services de télécommunications.

Art. 37 : Exécution

Le ministre de l'Economie Numérique et de la Transformation Digitale, le ministre de la Sécurité et de la Protection Civile et le ministre de la Justice et de la Législation sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel de la République Togolaise.

Fait à Lomé, le 14 avril 2025

Le Président de la République

Faure Essozimna GNASSINGBE

Le Premier ministre

Victoire Sidémého TOMEGA-HDOGBE

Le ministre de la Sécurité et de la Protection Civile

Calixte Batossie MADJOLBA

Le ministre de l'Economie Numérique
et de la Transformation Digitale

Cina LAWSON

Le ministre de la Justice et de la Législation

Mipamb NAHM-TCHOUGLI

**DECRET N° 2025-027 / PR du 25 mars 2025
Portant nominations dans l'Ordre National du Mérite**

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la Constitution de la République Togolaise du 06 mai 2024,

Vu la loi N°61-35 du 2 Septembre 1961 instituant l'Ordre du Mono, ensemble les textes qui l'ont modifiée,

Vu le décret N° 62- 62 du 20 avril 1962 fixant les modalités d'application de la loi du 2 Septembre 1961 susvisée,

Vu la loi N° 73-35 du 26 mars 1973 instituant l'Ordre National du Mérite ;

DECRETE :

Article premier: A l'occasion du 32^{ème} anniversaire de l'attaque du camp RIT (actuel Camp Général GNASSINGBE Eyadema), les officiers des Forces Armées Togolaises ci-après, sont nommés dans l'Ordre National du Mérite:

COMMANDEUR

- 1- Colonel KILIMOU Manzama-Esso
- 2- Capitaine de Vaisseau BABATE Atatoum
- 3- Colonel AGBA Komi
- 4- Colonel AMEGNRAN Komi
- 5- Colonel TCHAKPELE Akli-Esso
- 6- Colonel KOMBATE Latiembe
- 7- Colonel AGBA Napo Djoré
- 8- Colonel AKPOVY Kossi Gbezondé
- 9- Colonel TAKOUGNADI Alognim
- 10- Colonel BASSAYI Pesse Egbaré
- 11- Colonel FIAWOFIA DOAGBODZI Kodjo

OFFICIER

ARMEE DE TERRE

- 1- Commandant N'GNAMA Mana Essomendan
- 2- Commandant ADJARI Akata Magnassina

- 3- Commandant POULI Pihani Apizunaya
 4- Commandant GNASSINGBE Balakiyem
 5- Commandant SAMATI Akakpo Kokou Augustin
 6- Commandant ANALLA Mcaa
 7- Commandant BALI Essozinam
 8- Commandant GWALIBA Gbota
 9- Commandant GADO Aklesso
 10- Commandant ADAM Nassiroundine
 11- Commandant FEWOU Badoubadi
 12- Commandant ALITI Pidjamdeou
 13- Commandant THEOU Kparé
 14- Commandant MAGNAN Tei
 15- Commandant TITIKPINA Kamaloudine
 16- Commandant AGUORIGOH Abdel-Matinou
 17- Commandant ATEKPE Abalo Sosso
 18- Commandant TCHALLA Mensanh
 19- Commandant AHADJI Yawovi
 20- Commandant LARE Kanwadbé
 21- Commandant EKLOU Kokou
 22- Commandant TORO Akparó Analla N'balma
 23- Commandant BOUKOZI Hodabalo
 24- Commandant ABOUDOULAYE Zékeriya

ARMEE DE L'AIR

- 25- Lieutenant-colonel AMEGA Kokouvi Anonené
 26- Lieutenant-colonel SANDAH Idiola
 27- Lieutenant-colonel KOTA-MAMAH Assianam Nisson
 28- Lieutenant-colonel AWILI Atafeiname
 29- Commandant AWOUNO Kodjo
 30- Commandant KPELOU Essodina
 31- Commandant GOBILE Kossi Bonaba
 32- Commandant MABA Mitag'na

MARINE NATIONALE

- 33- Capitaine de Corvette WONAME Koku Doh Mawuli
 34- Capitaine de Corvette AGBAGLA Togbe Ehlin Selom
 35- Capitaine de Corvette HONKOU Koffitse Mawuko

GENDARMERIE NATIONALE

- 36- Chef d'escadron ANAWI Massamasso
 37- Chef d'escadron KERIM Zidadou
 38- Chef d'escadron AWI Essossimna
 39- Chef d'escadron ABALO Komi
 40- Chef d'escadron SAPADJA Moulatin
 41- Chef d'escadron TAGBA Alafia Essozimna
 42- Chef d'escadron ASSIH Toi
 43- Chef d'escadron SAMA Tchamdja
 44- Chef d'escadron PALI Balakimbiyou
 45- Chef d'escadron BOUYO Mouzou
 46- Chef d'escadron VIAGBO Mensah Kafui
 47- Chef d'escadron KLEDZE Kodzo
 48- Chef d'escadron AKILA Ditorgma Raganande

DIRECTION CENTRALE DU SERVICE DE SANTE DES ARMEES

- 49- Lieutenant-colonel SABI Kossi Akomola
 50- Lieutenant-colonel SOEDJE Kokou Messanh Agbemelé
 51- Lieutenant-colonel AWIDINA-AMA Awissoba Eyadom
 52- Lieutenant-colonel KEBINA Balakiyem
 53- Lieutenant-colonel KOTOSO Awereou
 54- Lieutenant-colonel TAGBA Essolam
 55- Lieutenant-colonel AKPANAHE Maheza
 56- Lieutenant-colonel GNAZINGBE Essonan
 57- Lieutenant-colonel LAMBONI Damessane
 58- Lieutenant-colonel ASSENOUWE Sarakawabalo
 59- Lieutenant-colonel DJONI Nimassa
 60- Lieutenant-colonel SAMBIANI Bombome
 61- Lieutenant-colonel BISSA Harefeteguena
 62- Lieutenant-colonel TCHAGBELE Ouro-Bagna
 63- Commandant ANANI-TOULASSI Ablavi Essenam
 64- Commandant SAMA Doles Hamza
 65- Commandant GANU Koudjo Amenyona
 66- Commandant LAMBONI Yandja Pounipo
 67- Commandant AKALA YOBA Gnimdo Mawa-Eya
 68- Commandant AKPOTO Messanvi Yao
 69- Commandant AMADOU Nouroudine

70- Commandant	SEGBEDJI Kokou Agbekagni Rene
71- Commandant	AGBOGAWO Mibirim
72- Commandant	ANATE Amouki Serge Tresor
73- Commandant	LAWANI Osseni Pika
74- Commandant	LELOUA Essomindedou Adolphe
75- Commandant	NAGBE Yawa Edebah
76- Commandant	PEYEBAM Bakpabawi
77- Commandant	BOUASSALO Komlan Mawabah
78- Commandant	EFALOU Pwemdeou
79- Commandant	KPINSAGA Mayena
80- Commandant	N'TSOUKPO Kodjo Agakpe
81- Commandant	NEBONA Lampouguini
82- Commandant	ALATE Amouzou Djogbessé
83- Commandant	HOUNKPATI Kodjo Tonato
84- Commandant	TCHEIN Faré
85- Commandant	TEOU-KABIYA Tetouwala
86- Commandant	TSONYA Kokuvi Dzigbodi
87- Commandant	ETEH Kossi
88- Commandant	KAKOMKATE Tchilabalo
89- Commandant	NASSOMA Adam
90- Commandant	TCHAGOUNI Abass
91- Commandant	TCHAKPALA Boyodina
92- Commandant	AKLOA Kolima
93- Commandant	NOUMONVI Dosse Kodjovi

GILAT

94- Commandant	BONFOH Abdoudjalilou
95- Commandant	LOUVEI Domdema

CHEVALIER**ARMEE DE TERRE**

1- Commandant	SAMON Wanou Ankoura
2- Commandant	DEVO Silété Roselin

DIRECTION CENTRALE DU SERVICE DE SANTE DES ARMEES

3- Lieutenant-colonel	AMAVI Ayi Kossigan Adodossi
-----------------------	-----------------------------

GILAT

4- Commandant	KOUAGOU OSSETA Yetatah
---------------	------------------------

Art. 2 : Le présent décret, qui prend effet à compter du 25 mars 2025, date de prise de rang des intéressés, sera enregistré et publié au Journal Officiel de la République Togolaise.

Fait à Lomé, le 25 mars 2025

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE

Faure Essozimna GNASSINGBE

**DECRET N° 2025 - 028 / PR du 25 mars 2025
Portant nominations dans l'Ordre du Mono**

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la Constitution de la République Togolaise du 06 mai 2024 ;

Vu la loi N°61-35 du 2 septembre 1961 instituant l'Ordre du Mono, ensemble les textes qui l'ont modifiée ;

Vu le décret N°62-62 du 20 avril 1962 fixant les modalités d'application de la loi du 2 septembre 1961 susvisée ;

DECRETE :

Article premier : A l'occasion du 32^{ème} anniversaire de l'attaque du camp RIT (actuel Camp Général GNASSINGBE Eyadema), les officiers des Forces Armées Togolaises ci-après, sont nommés dans l'Ordre du Mono:

COMMANDEUR

1- Colonel	MADJOLBA Batossie Calixte
2- Colonel	KEMENCE Kokou Oyome
3- Colonel	APEDO Kodjo Ekpé
4- Colonel	MAMAH Agnidoufey Essomoulam
5- Colonel	DJATO-NADJINDO KPANE Dana
6- Colonel	GNASSINGBE Malibada
7- Colonel	SOGOYOU Cossi

OFFICIER**ARMEE DE TERRE**

1- Colonel	TCHAKEBERA Passou
------------	-------------------

- 2- Colonel KODJO Kagnarim
 3- Colonel KADANGHA Essodina
 4- Colonel ADJANA Pekatchao
 5- Colonel KOUYELE Bawinepare
 6- Colonel SIMLIWA Assoh Bibonawe
 7- Colonel ALABA Tanah Essohanam
 8- Colonel KANAYEMA Koffi
 9- Colonel ABLY Talake Bidjareou
 10- Colonel TOGNI Komlavi
 11- Colonel KPANDJA Napo
 12- Colonel SODOKPO-AFAN Emongou Kodjo
 13- Colonel DJONDO Koassi Anani
 14- Colonel BABATE Atefaimbou
 15- Colonel MAPE M'bada
 16- Colonel MOUMOUNI Abdel Latif
 17- Colonel TABATE Makliwe
 18- Colonel PANAKINAO Ayawo
 19- Colonel BLAO Batana Amegan
 20- Colonel ALLAHARE Rembena Komlan
 21- Colonel AGBANAMA Sekim
 22- Colonel AGBEVOHIA Kossi Nunyava
 23- Colonel SOUFOULOUM Adam Kassim
 24- Colonel TCHALLA Betema Tchadjaou

ARMEE DE L'AIR

- 25- Colonel GNASSINGBE Bagoubadi
 26- Colonel IDRISOU Abdou Ahabou
 27- Colonel TCHAMOUZA Arouna

MARINE NATIONALE

- 28- Capitaine de Vaisseau SAMON Akoussoum
 29- Capitaine de Vaisseau KABKIA Kossi Tchédéré

GENDARMERIE NATIONALE

- 30- Colonel AMANA Kodjo
 31- Colonel KOLANI Monoka
 32- Colonel OKPAOUL Yaovi

- 33- Colonel KEDEWOULI Essodo Koudjaki
 34- Colonel PIDASSA Bakai
 35- Colonel BAOULA Sana Kodjo
 36- Colonel SAPARAPA Ibouraima
 37- Colonel BOLIDJA Langbatibe
 38- Colonel ARADJO Batayama
 39- Colonel AKPELI Mossoumbou

DIRECTION CENTRALE DU SERVICE DE SANTE DES ARMEES

- 40- Colonel TCHAMDJA Sama
 41- Colonel GUMEDZOE Dzidzogbe Kokou Eric
 42- Colonel ADAM Saliou
 43- Colonel ABALO Anani
 44- Colonel AMAYI Kossi Baoumodom
 45- Colonel AWOUSI Sossinou

CHEVALIER

ARMEE DE TERRE

- 1- Colonel ALI Bouwakibe
 2- Colonel KADANGA N'guwaki
 3- Colonel ADJAGBA Djobo
 4- Lieutenant-colonel AOUI Essonani
 5- Lieutenant-colonel PALABI Palakiyeme
 6- Lieutenant-colonel ABAMY Kassabalou Ayao
 7- Lieutenant-colonel PITO Abalo
 8- Lieutenant-colonel BIGNAN Essizewa Memadema
 9- Lieutenant-colonel TCHAKONDO Moutawakilou
 10- Lieutenant-colonel ABI Koudzo Soo
 11- Lieutenant-colonel ATTA Abalo
 12- Lieutenant-colonel DJOSSOU Agossa Essevi
 13- Lieutenant-colonel SAGUINTAAH-BILAKINAM
 Djagnimba Soloumba
 14- Lieutenant-colonel KPAKPAOU Katanga
 15- Lieutenant-colonel LABARBORE Mateyedou
 16- Lieutenant-colonel SOUSSOU Samah

17- Lieutenant-colonel HOROU Essohounabe
18- Lieutenant-colonel SALIFOU Pini
19- Lieutenant-colonel TIGUE Bassoum
20- Lieutenant-colonel DADJO Ograbako
21- Lieutenant-colonel DAYOU Fidegnon Kodegla
22- Lieutenant-colonel SEHOU Anni
23- Lieutenant-colonel PATAKI Abiyo
24- Lieutenant-colonel ALI Ahim
25- Lieutenant-colonel GUMEDZOE Komlan Edem Agbenyega
26- Lieutenant-colonel AMIDOU Sandah Amidou
27- Lieutenant-colonel ABINA Atweki
28- Lieutenant-colonel MADOUGOU Zongo Amane
29- Lieutenant-colonel MAGNIBO N'galanh
30- Lieutenant-colonel LEMOU Essolabina
31- Lieutenant-colonel BANLA Yao
32- Lieutenant-colonel KOLANI Sablile
33- Lieutenant-colonel YOKOR Yaovi
34- Lieutenant-colonel AKPO Kondi
35- Lieutenant-colonel EGBOHOU Bleza
36- Lieutenant-colonel ALEKA Amontete
37- Lieutenant-colonel YAKA Essoham
38- Lieutenant-colonel QUINDAH Djoliba
39- Lieutenant-colonel KEZIE Tchaa Hontete
40- Lieutenant-colonel ALEDI Tchei
41- Lieutenant-colonel KOLANI Kossi
42- Lieutenant-colonel KOUMAI Bireki
43- Lieutenant-colonel KARBOU Pawipadi Essoham
44- Lieutenant-colonel NABEDE Sanda
45- Lieutenant-colonel PIOUS Gbati
46- Lieutenant-colonel GNALI Ali
47- Lieutenant-colonel KAZIM Essomaname
48- Lieutenant-colonel ANIKO Alaktignon
49- Lieutenant-colonel AGAO Wiyao Essohanam
50- Lieutenant-colonel POIDY Tignokpa
51- Lieutenant-colonel KUMEDZRO Koffi Dedzidi
52- Lieutenant-colonel BOUWEM Kpadja Yao

53- Lieutenant-colonel HALAOUI Bidenam
54- Lieutenant-colonel KAMBRE Palababade
55- Lieutenant-colonel MIDIKIZI Abalo
56- Lieutenant-colonel ALLADO-YAWOVI Kokoudjin
57- Lieutenant-colonel HOROU Tomgouani
58- Lieutenant-colonel OGUKE-ATAKPAH Ognadon
59- Lieutenant-colonel ATCHA BOUKARI Mousbaou
60- Lieutenant-colonel PLINGA Kpanegue
61- Lieutenant-colonel KOTA Akonate
62- Lieutenant-colonel TABE Kokou
63- Lieutenant-colonel DOUTI Djabiou Bamigoli
64- Lieutenant-colonel SANDA-NABEDE Tchagbowou Piyowouwe
65- Lieutenant-colonel DAKE Etsè
66- Lieutenant-colonel DOTSE Koffi Dzigbodi
67- Lieutenant-colonel TSEKPUA Komi Venunye

ARMEE DE L'AIR

68- Lieutenant-colonel AGBOVOR Gagnon Yao
69- Lieutenant-colonel AMADOU Bachirou
70- Lieutenant-colonel ANDJE Palakiyem Aklesso
71- Lieutenant-colonel BAMELA BAKOBRINHAN Kagnassime
72- Lieutenant-colonel PEKLE Medeboudola
73- Lieutenant-colonel ANANOU Amoussou Coffi
74- Lieutenant-colonel ARATIME Ounamba Dodji
75- Lieutenant-colonel ISSAKA Amza
76- Lieutenant-colonel AMOU Komlan Maxime

MARINE NATIONALE

77- Capitaine de Frégate AMOULOU Tetitoua
78- Capitaine de Frégate TENAH Kokou Baguissoga
79- Capitaine de Frégate AGRIGNA Sama

GENDARMERIE NATIONALE

80- Lieutenant-colonel HODIN Edoh
81- Lieutenant-colonel AKAKPO Ayewalagni

82- Lieutenant-colonel TCHEOUAFEI Birenam
 83- Lieutenant-colonel YANANI Tiekabe
 84- Lieutenant-colonel ASIAH Hodabalo
 85- Lieutenant-colonel MELEOU Kpatcha
 86- Lieutenant-colonel BIDE Akawilou
 87- Lieutenant-colonel KOURA Iniwe
 88- Lieutenant-colonel AGBENDA Kossi Essodina
 89- Lieutenant-colonel GNAKOU Alowegnim
 90- Lieutenant-colonel PISSO Assoti
 91- Lieutenant-colonel AWADE Edouye
 92- Lieutenant-colonel KONDO Kadanga
 93- Lieutenant-colonel BELEI Bediani
 94- Lieutenant-colonel BANA-EWAI Tagba
 95- Lieutenant-colonel KABIIYA Kokou
 96- Lieutenant-colonel GNAKOU EYOUDJAMBO Eyadana
 97- Lieutenant-colonel N'DAFIDINA Dorouwa
 98- Lieutenant-colonel KAKOUTOULI Pawoumondom
 99- Lieutenant-colonel TCHAKEI Tchedre Akpo
 100- Lieutenant-colonel ATANA Maguilinebè
 101- Lieutenant-colonel KILIMTETOU Essohanam Adjitim
 102- Lieutenant-colonel BALIGNA Danka
 103- Lieutenant-colonel LABANTE Nikabou
 104- Lieutenant-colonel ADIKPIYI Kpatcha
 105- Lieutenant-colonel ABALO Yao
 106- Lieutenant-colonel AZIA Abalo Mazama-Esso
 107- Lieutenant-colonel PALI Yao
 108- Lieutenant-colonel N'TSOUGAN Adouwodji
 109- Lieutenant-colonel AFOLABI Soule
 110- Lieutenant-colonel BIAO-ADZA Akomola
 111- Lieutenant-colonel TCHA-GAFO Ouro-Bang'na
 112- Lieutenant-colonel SIMTAYA Djohena
 113- Lieutenant-colonel ATOULELOU Kpatcha
 114- Lieutenant-colonel BOUYO Amouki
 115- Lieutenant-colonel ATEKPE Atana Palakyem
 116- Lieutenant-colonel KOUMAI Sani
 117- Lieutenant-colonel BODJONA Tchakpala

**DIRECTION CENTRALE DU SERVICE DE SANTE DES
 ARMEES**

118- Colonel BOUGLOUGA Oumboma

119- Lieutenant-colonel AHARH Gnama Oukla
 120- Lieutenant-colonel PADARO Essohana
 121- Lieutenant-colonel PIO Machihude
 122- Lieutenant-colonel TCHAMDJA Gnimdou
 123- Lieutenant-colonel AGBOBLI Yawo Apelete
 124- Lieutenant-colonel AKATA Eyouvei
 125- Lieutenant-colonel MACAMANZI Atafei Laroutoki
 126- Lieutenant-colonel AMEGBOR Koffi

GILAT

127- Lieutenant-colonel TCHAMIE Somiye Abalo Bezebada

Art 2 : Le présent décret, qui prend effet à compter du 25 mars 2025, date de prise de rang des intéressés, sera enregistré et publié au Journal Officiel de la République Togolaise.

Fait à Lomé, le 25 mars 2025

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE

Faure Essozimna GNASSINGBE

**DECRET N° 2025 - 029 / PR du 25 mars 2025
 Portant attributions de Médailles du Mérite Militaire**

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la Constitution de la République Togolaise du 06 mai 2024,

Vu la loi N°61-35 du 2 septembre 1961 instituant l'Ordre du Mono, ensemble les textes qui l'ont modifiée,

Vu le décret N°62-62 du 20 avril 1962, fixant les modalités d'application de la loi du 2 septembre 1961 susvisée,

Vu le décret N° 64-22 du 21 février 1964 portant création d'une Médaille du Mérite Militaire ;

DECRETE :

Article premier : A l'occasion du 32^{ème} anniversaire de l'attaque du camp RIT (actuel Camp Général GNASSINGBE Eyadema), la **Médaille du Mérite Militaire** est attribuée aux sous-officiers et aux hommes de rang des Forces Armées Togolaises ci-après :

ARMEE DE TERRE

N°	Nom	Prénoms	Grade	Mle	Unité
01	AMOUZOU	Ablam	ADC	15806	1°RI
02	LADJO	Gbanda Bissepte	ADC	15857	RCGP
03	KPIKPITSE	Komlan	ADC	15953	RCGP
04	MENSAVI	Kwami Amenyaglo	ADC	15957	CNI
05	ABOUDERMANE	Tairou	ADC	16000	RSA
06	ALI	Napo	ADC	16024	RSA
07	ASSIKI	Esoèsowou	ADC	16035	RSA/DCCA
08	BALANA	Dagbangon	ADC	16053	RPC
09	BILANTE	Kodjo	ADC	16061	RCGP
10	KEMELON	Wiyao	ADC	16120	RSA/CEOMP
11	KPATCHA	Egoulou	ADC	16145	RCGP
12	PATALI	Kezie	ADC	16182	CETAP
13	GNASSIBOU	Koka Komi	ADC	16257	RPC
14	AGBAKPEM	Kodjo	ADC	16338	1°RI
15	NIMINI	Soweh Gandi Rachid	ADC	16403	RCGP
16	SIGNA	Binibe	ADC	16412	RSA
17	AKO	Manesso	ADC	16436	2°RI
18	GORO	Bicassa	ADC	16472	1°RI
19	KAKAM	Englilassor	ADC	16476	RCGP
20	YOTROUFEI	Abalo	ADC	16798	2°BIR
21	KOSSI	Ardjouma	ADC	16838	CNI
22	PALANGA	Edjamfeitom	ADC	16857	1°RI
23	ATANA	Songhoi	ADC	16999	23°BIM
24	MELESSIKE	Do'nghesou	ADC	17089	RPC
25	ABAKTA	Komlan Atafei	ADC	17139	RSA
26	ALAKE	Tambora	ADC	17162	1°RI
27	BINI	Manalemadi	ADC	17195	4°RI
28	HENGA	Bidikihabalo	ADC	17224	2°BIR
29	KATANGA	Bilakani	ADC	17233	1°RI
30	NASSOUGOU	Akatra Malaowe	ADC	17274	RPC
31	AMEZO	Eyana	ADC	17401	23°BIM
32	AWIKODO	Abalo	ADC	17448	RPC
33	KONDI	Napo	ADC	17658	2°RI
34	MELILA	Mazamasso	ADC	17711	23°BIM
35	PANASSA	Kpouu	ADC	17758	CETAP

36	POULI	Mehesa	ADC	17791	2°BIR
37	TELOU	Eyawe	ADC	17888	RPC
38	NAGBONGOU	Pouguinimpo	ADC	17991	RPC
39	DAVI	Kossivi Holase	ADC	18225	RCGP
40	DERMAN	Abdel-Kader	ADC	18230	RBRA
41	AGUI	Abalo	ADC	18662	2°RI
42	ALAZA	Kolou	ADC	18678	4°RI
43	GNOM	Matonzibiyou	ADC	18859	1°BIR
44	KABIYA	Piyabalo	ADC	18867	RSA
45	TCHANSSI	Essotina	ADC	19158	RSA
46	DJONNA	Tomina	ADJ	15824	CETAP
47	ADOM	Komla Tchindo	ADJ	15893	2°RI
48	AGOTOHOU	Didjale	ADJ	15898	RCGP
49	SOLE	Assango	ADJ	15976	RCGP
50	YOMO	Lakle Etse	ADJ	15994	RCGP
51	BEWELI	Tchaa	ADJ	16060	RSA
52	GANTIM	Sapole	ADJ	16093	RCGP
53	KABISSI	Kokou	ADJ	16107	RCGP
54	KALAOU	Namthissoga	ADJ	16109	RSA
55	KOGOE	Mazignada	ADJ	16127	RSA/DCMS
56	KOURA	Mahadiou	ADJ	16139	RCGP
57	MALOU	Mentountou Yao	ADJ	16159	RCGP
58	PEWELI	Aklisso	ADJ	16186	RBRA
59	SIMYELI	Tchilabalo	ADJ	16192	RCGP
60	TAGBA	Pyabalo	ADJ	16197	4°RI
61	TOYI	Bidemnebe	ADJ	16232	RCGP
62	BLOAK	M'molbene	ADJ	16247	RCGP
63	LABDIEDO	Gountante	ADJ	16271	2°BIR
64	TCHOMA	N'Dah	ADJ	16296	RSA/DCCA
65	YAO	Koffi	ADJ	16298	RSA/DCCA
66	YARNABA	Amadou Sidiki	ADJ	16299	RCGP
67	AGBOSSE	Kossi	ADJ	16340	3°RI
68	NATCHABA	Tchaba	ADJ	16401	RCGP
69	SAA	Koulmikpam Marira'a	ADJ	16409	1°RI
70	EGBE	Komlan Raymond	ADJ	16463	1°RI
71	TANDJANA	Yaovi	ADJ	16506	CNI
72	TCHALLA	Koffi Biteniwe	ADJ	16509	RCGP
73	ADAMA	Mounirou	ADJ	16529	CETAP

74	AGOUDA	Tchassia	ADJ	16544	RSA/DCCA
75	ANAH	Baglisor	ADJ	16557	3°RI
76	AWATE	Essodina Atiyode	ADJ	16569	1°RI
77	BASSAYI	Kadangan	ADJ	16588	3°RI
78	BISSANG	Manzamesso	ADJ	16603	1°BIR/DCMS
79	BOUYO	Aklesso	ADJ	16617	RCGP
80	BTEKELABOU	Tchilabalo	ADJ	16624	3°RI
81	DJONOUA	Hedebajoum	ADJ	16631	3°RI
82	ESSO	Pitenmbou	ADJ	16638	CETAP
83	KAZIM	Alolou	ADJ	16668	RCGP
84	KOUMANTIGA	Bagoulouna	ADJ	16691	2°BIR
85	MOMOGA	Katakoa	ADJ	16712	1°BIR
86	MOUAGNOUGMA	Nakodja	ADJ	16714	2°BIR
87	PASSAI	Awi	ADJ	16734	1°BIR
88	PISSANG	Manatom	ADJ	16742	RSA/CEOMP
89	TAGBATA	B. Mamadaba	ADJ	16760	1°RI
90	TAPATI	Baoubadi	ADJ	16767	4°RI
91	TCHAMDJA	Bidomma	ADJ	16776	2°BIR
92	TCHANDIKOU	Maman	ADJ	16778	2°RI
93	TEOU	T'goma	ADJ	16786	RCGP
94	WELESSI	Adji Agnassire	ADJ	16792	CNI
95	MOUKPE	Takuda Toï Dadja	ADJ	16851	RSA/DCCA
96	MOUMONE	Moktoaka	ADJ	16852	3°RI
97	ATCHO	Mamayou	ADJ	17001	RPC
98	AYARMA	Adji	ADJ	17010	CNI
99	DJELOU	Houena	ADJ	17036	RPC
100	GADEDJISSO TOSSOU	Mawuetsin Gregoire	ADJ	17045	1°RI
101	KOLLA	Pagnan	ADJ	17066	RCGP
102	BONSI	Komlanvi Agbedahoun	ADJ	17082	1°RI
103	SILIADIN	Djamessi Messan	ADJ	17109	1°RI
104	WOKE	Kodjivi L.	ADJ	17133	23°BIM
105	ABALO	Komi Mawuna	ADJ	17140	RPC
106	ADEYATA	Pitiki-Abalo	ADJ	17144	1°RI
107	AGATE	Essodina	ADJ	17150	3°RI
108	GBESSE	Komlanvi	ADJ	17222	23°BIM
109	KONDO-AFFO	Alidou	ADJ	17243	RPC
110	KPAL	Kondi Tanya	ADJ	17252	RSA
111	TENON	Tchilabalo	ADJ	17284	1°BIR

112	PANOU	Kofi Atavenam	ADJ	17285	4°RI
113	SAYI	Komi Mawunyo	ADJ	17296	RSA
114	SEKPANE	Deontemba	ADJ	17297	RCGP
115	TAKOUGNADI	Abalo	ADJ	17303	CETAP
116	TSETSE	Komi Vinyo	ADJ	17316	1°RI
117	WONTOGBE	Koami Wateba	ADJ	17321	2°RI
118	ZANTE	Dodji	ADJ	17326	RCGP
119	ABALADJO TIYELO	Gnebe	ADJ	17329	RPC
120	ADJITO	Amidou Sani	ADJ	17353	RPC
121	ADOKI	Akila-Esso	ADJ	17354	CNEC
122	ADOM	Yom Maguela	ADJ	17359	RCGP
123	AMAH	Zato	ADJ	17395	RPC
124	ANAMINA	Badekima	ADJ	17404	CETAP
125	AROUA	Aklesso	ADJ	17413	RSA
126	BADABADI	Essodina	ADJ	17455	RPC
127	BAKOLMDE	Blabde Baniwana	ADJ	17471	2°RI
128	BATCHATI	Palaba Alaka	ADJ	17490	RCGP
129	BOROZI	Essodina	ADJ	17530	RSA
130	DADJAA	Tchalim	ADJ	17539	RCGP
131	DJAGHANWOL	Lampab	ADJ	17550	2°BIR
132	DJATO	Madoukou	ADJ	17551	RPC
133	EDJAMTOLI	Komi	ADJ	17558	CETAP
134	EGBOWOU	Yao Pikalabou	ADJ	17561	2°RI
135	ELOU	Kokou	ADJ	17564	RSA/RO
136	GNAM	N'wigni	ADJ	17575	1°BIR
137	KADANGHA	Essohanam	ADJ	17602	RSA
138	KAGBARA	Katahai	ADJ	17606	RSA
139	KARKA	M'ba	ADJ	17625	RSA
140	KAROUWE	Essozimna	ADJ	17626	RSA
141	KATANGA	Bilabina	ADJ	17629	4°RI
142	KEZIE	Manabawai	ADJ	17643	3°RI
143	KOMOU	Kezie	ADJ	17656	1°RI
144	KOZON	Abelika	ADJ	17672	4°RI
145	KPANZOU	Poudabalo	ADJ	17679	CETAP
146	LASSISSI	Kassimou	ADJ	17689	3°RI
147	MAYE TCHADEI	Lanzi	ADJ	17705	RPC
148	MOUZOU	Mondossonoyou	ADJ	17724	RPC
149	NABEDE	Tchao	ADJ	17729	3°RI

150	PEPEROUYEM	Donguewa	ADJ	17769	2°RI
151	POROKI	Tchalla	ADJ	17785	3°RI
152	TAGBA	Badikilim	ADJ	17829	CETAP
153	TCHAKPI	Hodabalo	ADJ	17850	23°BIM
154	TCHALLA	Potomtema	ADJ	17858	RPC
155	TCHEKPI	Mohyo	ADJ	17874	25°BB
156	TCHEKPI	Poudoussinam	ADJ	17875	4°RI
157	TCHESSA	Telou Patatchonamedede	ADJ	17877	2°BIR
158	WARIE	Tananbe	ADJ	17910	1°BIR
159	WOLOU	Yao-lfatona	ADJ	17915	CNEC
160	ARAKPAMA	Kpakou	ADJ	17937	RPC
161	GOUPIEME	Nanhabe	ADJ	17954	RPC
162	HADEWI	Atekpiani	ADJ	17955	23°BIM
163	KOUSSAGO	Wendira	ADJ	17978	CETAP
164	KPANA	Ponta	ADJ	17979	3°RI
165	MIMPAGUILIBA	Omante	ADJ	17988	RPC
166	OUYATA	Iletan	ADJ	17997	RBRA
167	SOLIBE	Sibite	ADJ	18001	RPC
168	YEMBOUAME	Gounyayeti	ADJ	18014	2°BIR
169	AMEDEKAGNA	Koffi	ADJ	18167	RSA
170	BASSANBIA	Essohanam	ADJ	18197	RSA
171	DARE	Nikabou	ADJ	18223	2°BIR
172	DOUVON	Koffi Fadzinam	ADJ	18240	1°BIR
173	EGUE	Koamivi Delali	ADJ	18244	RPC
174	KONGRE	Karka	ADJ	18277	CETAP
175	VIAGBO	Koffi Woetro Elom	ADJ	18379	RBRA
176	ADONKO	Koffi	ADJ	18394	RSA
177	AMESSIKOU	Koami Evenyo	ADJ	18421	RSA
178	ATAKORA	Bidjaki	ADJ	18428	RSA
179	MONGUEDE	Kokouvi Mawuko	ADJ	18550	RCGP
180	TCHA-KONDO	Toutabize Dermane	ADJ	18583	1°BIR
181	AGOUDA	Abalo Edjeou	ADJ	18660	RBRA
182	AKONA	Somiyebalo	ADJ	18668	RBRA
183	ALOSSIMA	Kalm-Sagou	ADJ	18685	RSA
184	ASSIH	Bénéwai	ADJ	18708	25°BB
185	ASSOTI	Kibadou	ADJ	18717	RPC
186	AWESSO	Horéliwa K. Palakiyem	ADJ	18729	1°BIR
187	BEKPELI	Yelim	ADJ	18778	RPC

188	BLEZA	Madjalobe Essodina	ADJ	18791	RSA
189	BOKONA	Bakilim	ADJ	18796	RSA
190	DJAWENI	Napo	ADJ	18821	RSA
191	EKPAI	Esso-Wiyao	ADJ	18835	3°RI
192	KALABINA	Abalo Brom	ADJ	18882	1°BIR
193	KALAO	Mansama-Esso	ADJ	18885	2°BIR
194	KEZIE	Pya Abalo	ADJ	18918	RSA
195	KOLOMBIA	Houra Abe	ADJ	18930	RSA
196	KPENGUIE	Essohanam	ADJ	18972	3°RI
197	KPESSILO	Hodabalo	ADJ	18973	RPC
198	MIDINA	Kpandjeka	ADJ	19016	2°BIR
199	NAPO	Guitcha	ADJ	19035	RSA/UDRA
200	OLOUNSOU	Kokou	ADJ	19044	RSA
201	OURO-ATCHAMKPA	Abdel Razak	ADJ	19050	3°RI
202	PALANGA	Tchedie Mazim	ADJ	19063	4°RI
203	PANASSA	Tiyadema	ADJ	19068	1°BIR
204	SIZING	Aklisso	ADJ	19119	RSA
205	YAKPA	Essossimina	ADJ	19196	1°BIR
206	GNONFOUGOU	Montchegueti	ADJ	19232	1°BIR
207	LENGA	Damtoire	ADJ	19257	4°RI
208	NIMON	Alema	SCH	9109	RSA
209	AGOUDA	Bissilaou	SCH	16294	RBRA
210	BORO	Essolakina	SCH	16959	RBRA
211	ADJANA	Kakoura	SCH	16962	1°RI
212	ADJIA	Kpare	SCH	16964	RSA
213	AGBOLI	Komla Mawusi	SCH	16971	RPC
214	AKATEY	Pabaton	SCH	16978	RSA
215	ALOUBISSIKI	Adjah	SCH	16985	RBRA
216	AMEDEKOUVA	Edoh	SCH	16986	RSA
217	ASSOGBA	Tchaognimoan	SCH	16995	23°BIM
218	ATAKORA	Massabalo	SCH	16998	RSA
219	ATASSE	Hessouwe	SCH	17000	RCGP
220	AWESSO	Tom-Eterow	SCH	17006	CETAP
221	AWIDE	Badawe	SCH	17007	CNEC
222	BABAKO	Wendana Milintina	SCH	17015	1°RI
223	BAKPASSIM	Batasskom	SCH	17018	RSA
224	BAYAMNA	Tebakouna	SCH	17020	RCGP
225	BEYELI	Ali	SCH	17023	2°BIR

226	BLEZA	Essobozou	SCH	17025	RPC
227	D'ALMEIDA	Amagan Kouami	SCH	17029	2°RI
228	DEFALEOUNA	Anamba Kpinssaga Hypolite	SCH	17031	1°RI
229	GNAKPAWOU	Patasse	SCH	17048	RPC
230	KEZIRE ABI	Essoffa Zarifou	SCH	17058	RBRA
231	KLOHOUN	Amevi	SCH	17062	RCGP
232	KOKOU	Assenam Wassirma	SCH	17064	2°BIR
233	KOUGBENOU-DABLAH	Dotse Komlavi	SCH	17071	RSA
234	KOUMEYI	Mohamed Amsa	SCH	17073	RPC
235	MAKOUTABRA	Baragadina Koumariba	SCH	17085	RPC
236	MAMOUKI	Esso-Yo-Rdosso	SCH	17087	1°RI
237	MEBA	Essotina	SCH	17088	1°RI
238	MERRA	Kokou Oguemah	SCH	17091	4°RI
239	MESSAN	Ayaovi Delali	SCH	17092	1°RI
240	NAMANDJI	Tounte	SCH	17096	RSA
241	PANTOM	M'gbonto	SCH	17106	2°BIR
242	PIENO	Dambigou	SCH	17108	1°RI
243	SODOKPO-AFAN	Emongou Senou	SCH	17111	RCGP
244	SOLIMBA	Mougue	SCH	17113	1°BIR
245	SONDOU	Essodina	SCH	17114	1°RI
246	TAGBA	Palakimwe	SCH	17118	RPC
247	TALAKI	Essoyodou	SCH	17119	RCGP
248	TCHAPO	Gbati	SCH	17124	4°RI
249	TOSSIM	Y. Kpoubiye	SCH	17131	4°RI
250	WOSSEKOU	Mawouli Kossivi	SCH	17135	RSA
251	YOUA	Kouheh	SCH	17137	CETAP
252	ABBI	Binanai Batok-Tom	SCH	17141	CNI
253	AGBETO	Djo Anani	SCH	17151	RPC
254	AKILA	Ali Komi	SCH	17159	1°RI
255	AKPO	Lendjaki	SCH	17161	RCGP
256	ALEDE	Essohana	SCH	17164	1°BIR
257	ALHASSOU	Maman	SCH	17166	1°BIR
258	AMADOTE	Ayitegan Guy	SCH	17168	CNEC
259	AMEKO	Komi	SCH	17170	RCGP
260	AMETOWOSSI	Lologno	SCH	17172	RSA
261	ANAWI	Pyabalo	SCH	17175	RSA
262	AWESSO	Pouli	SCH	17181	4°RI
263	AYEWA	Kokou	SCH	17184	RBRA

264	BATCHASSI	Eyana	SCH	17189	CETAP
265	BIDINAKE	Aloégnim	SCH	17193	25°BB
266	BIGNAN	Sinazima	SCH	17194	RCGP
267	BOLOR	Agnidoufei	SCH	17199	2°RI
268	BOMDA BAGNA	Badjibassa	SCH	17200	RPC
269	BOUSSE	Komlan	SCH	17202	2°BIR
270	DAGOUDI	Edou	SCH	17206	1°RI
271	DJAGNIKPOR	Komla Gbebleou	SCH	17210	3°RI
272	DOUGA	Kakomma	SCH	17212	RPC
273	EDJEOU	Kossivi Essokilina	SCH	17213	RCGP
274	EGNANDOM	Pilakani	SCH	17214	1°RI
275	EVENYI	K. Agbessi	SCH	17216	CETAP
276	GAMEFIO	Yawo	SCH	17218	2°RI
277	GBESSAH	Komlan	SCH	17221	3°RI
278	GNAROU	Akate	SCH	17223	2°BIR
279	KADJA	Pahazim	SCH	17227	RSA
280	KARABOU	Maleki	SCH	17232	RSA
281	KEYEBINA	Mefeinyou	SCH	17238	RPC
282	KITCHO	Nyomanou	SCH	17239	RSA
283	KOLANI	Kandjini	SCH	17242	RCGP
284	KOUTCHONA	Koffi Fofana	SCH	17249	23°BIM
285	LAGBAYI	Essoh	SCH	17255	CNI
286	LAGBAYI	Matonzibiou	SCH	17256	25°BB
287	LEBIGAZA	Adom	SCH	17257	RSA
288	LEMOU	Mingue-Abalo	SCH	17258	CNEC
289	LEWAGUENA	Wassounkou	SCH	17259	4°RI
290	MAFONKPO	Mededji	SCH	17263	RPC
291	MESSAN	Kodjo Fofovi Abib	SCH	17267	RBRA
292	LEBIGAZA	Adom	SCH	17275	RSA/DCMS
293	NIMA	Madjaboyo	SCH	17276	4°RI
294	PARIN	Y. Ezzo-Mounam	SCH	17286	1°BIR
295	PASSALI	Tchaoko	SCH	17287	RCGP
296	REDAH	Wouenangbama	SCH	17293	2°BIR
297	SIMLAKI	Hodo-Abalo	SCH	17299	RPC
298	TCHEI	Bagniou	SCH	17308	CNI
299	TCHESSI	Amah Wouyo	SCH	17309	1°BIR
300	YADOR	Dodzi Agbessinyale Kosi	SCH	17324	3°RI
301	YIME	Koffi Mathias	SCH	17325	1°BIR

302	ABLY	Ayobignowa	SCH	17336	RSA
303	ABLY	Pefeyounam	SCH	17337	CETAP
304	ABOTCHI	Komi	SCH	17339	RPC
305	ABOUTEMA	Maloba Yendina	SCH	17341	RCGP
306	ADEKPESSI	Aklesso	SCH	17344	2°RI
307	ADIPAH	Telou Yooudema	SCH	17347	RBRA
308	ADJINARE	Yongo Tchikou	SCH	17352	RPC
309	ADOKO	Atiyodi	SCH	17355	23°BIM
310	ADOKOUM	Manah Animdeou	SCH	17356	1°RI
311	AGNON	Sabi	SCH	17365	CETAP
312	AKOH	Tchaoufei	SCH	17373	RPC
313	AGOUZOU	Pyabalo	SCH	17374	23°BIM
314	AKPA	Palakibawi	SCH	17375	2°BIR
315	AZOTI	Malazouwe	SCH	17378	2°BIR
316	ALIASIM	Wassiou	SCH	17385	RSA
317	ALIBI	Kodzo	SCH	17386	2°RI
318	ALOU	Lonzozou	SCH	17390	RCGP
319	ALOUA	Esso - Diana	SCH	17392	RSA
320	AMANA	Lalagnidou	SCH	17397	RPC
321	ANIMA	Tomkewe	SCH	17409	CETAP
322	ASSIH	Toyi	SCH	17422	1°RI
323	ATAKORA	Agba	SCH	17429	3°RI
324	ATAKORA	Pawoumondou	SCH	17430	CETAP
325	ATAKOUNA	Passimazoue	SCH	17431	RSA
326	ATCHIRE	N'yabi	SCH	17435	2°BIR
327	ATCHOLE	Eyana	SCH	17436	3°RI
328	ATHON	Kondi-Abalo	SCH	17439	RCGP
329	AWADE	Badawounam	SCH	17441	RSA
330	AWADE	Bessem	SCH	17442	1°BIR
331	AWADI	Essowe	SCH	17444	RBRA
332	AZOUMARO	Kiliou Tcha	SCH	17450	1°BIR
333	BADAWI	Babanam Kobiadema	SCH	17458	RSA
334	BADJA	Eyoutchikpelou	SCH	17459	3°RI
335	BADJALE	Djonlaou	SCH	17460	2°RI
336	BADJARA	Tog'na	SCH	17461	RSA
337	BAGNAN	Essossimna	SCH	17466	RPC
338	BAGONTE	Yao Kuyoli	SCH	17467	2°RI
339	BAKOLOU	Kafia	SCH	17472	RPC

340	BAKPA	Masulmani	SCH	17474	RSA
341	BALI	Pilakani	SCH	17475	RPC
342	BALI	Tchaa	SCH	17476	RPC
343	BAMASSI	Panimondom	SCH	17479	RSA
344	BAMAZI	Ahoumondom	SCH	17480	2°BIR
345	BAMAZI	Padawassou	SCH	17482	RCGP
346	BANLA	Bayibadi	SCH	17484	1°BIR
347	BATABA-AGAMAH	Kondo	SCH	17487	CNEC
348	BEHEZI	Aklesso	SCH	17497	RPC
349	BELEYI	Hèzouwè	SCH	17504	25°BB
350	BEWI	Assem	SCH	17505	2°BIR
351	BILANTE	Tchandikou Kpante	SCH	17509	RBRA
352	BITASSA	Essotolom	SCH	17515	CNEC
353	BITHO	Eyouveideou	SCH	17517	RCGP
354	BIYALI	Tagbe	SCH	17519	RSA
355	BODE	Abdoudaimou	SCH	17523	25°BB
356	BOLA	Badjewakou	SCH	17527	RCGP
357	BORONKOME	Waki	SCH	17529	RSA
358	BOUSSOU	Hodabalo	SCH	17535	RCGP
359	DADJO	N'tema	SCH	17541	RPC
360	DAO	Komi	SCH	17545	2°BIR
361	DIYABOUWE	Toi	SCH	17547	RCGP
362	DJABABOU	N'wintime	SCH	17548	RPC
363	DJENI	Sassil	SCH	17552	2°BIR
364	DJREBI	Blidjomi	SCH	17555	1°RI
365	ESSOLABA	Balakimwe	SCH	17567	4°RI
366	ETAO	Ago	SCH	17568	RSA
367	FARARA	Esso-Eyodou	SCH	17569	4°RI
368	GNAMALA	Malipline	SCH	17577	3°RI
369	GNANDI	Gbandi	SCH	17578	RSA
370	FARARA	Pitalounani	SCH	17579	23°BIM
371	GNORGOU	Kodja	SCH	17582	RPC
372	HALOUTCHATOOU	Tchamdja	SCH	17584	RCGP
373	HOGRA	Limannyema	SCH	17592	23°BIM
374	HOMETOWOU	Gninevi	SCH	17593	RSA
375	KADENGA	Yao	SCH	17603	RCGP
376	KADJADA	Mazama-Essoh	SCH	17604	4°RI
377	KAGNILE TOMA	Tchamte	SCH	17609	2°BIR

378	KAMAZINA	Mabozani	SCH	17612	RSA
379	KAO	Adjalimondom	SCH	17618	1°BIR
380	KAREKOUA	Essossimna	SCH	17623	RCGP
381	KAROUWE	Tetouhewa	SCH	17627	2°RI
382	KATANGA	Patakoum	SCH	17631	2°RI
383	KATAYELE	Koumea-Abalo	SCH	17632	2°BIR
384	KAYO	Masabalo	SCH	17634	RSA
385	KEREZIWE	Bedema	SCH	17640	RPC
386	KILOU	Sinazima	SCH	17646	RCGP
387	KONDO	Abodji	SCH	17659	CNI
388	KONDO	Nadjombe	SCH	17660	RSA
389	KORONDAKOU	Aklisso	SCH	17663	RCGP
390	BESSE	Somieabalo	SCH	17664	RSA
391	KOUBENOU	Kokou	SCH	17667	RBRA
392	KOUMAROKA	Djada	SCH	17669	RBRA
393	KOURA	Alassani	SCH	17671	RPC
394	KPAIKPAI	Kossi Alowougnim	SCH	17674	RPC
395	KPAKA	Watekou	SCH	17675	RCGP
396	KPAKOU	Ticonaiti Koupoua	SCH	17676	RPC
397	KPAKPAO	Kpero	SCH	17677	RCGP
398	KPELENGA	Essosinam Kao	SCH	17681	RPC
399	LEMOU	Akomdjaou	SCH	17691	CNI
400	LIKA	Apantrema	SCH	17692	RSA
401	LIMAZIE	Essohanam	SCH	17695	RPC
402	LIMAZIE	Tchoou	SCH	17696	RCGP
403	LOKING	Bouwalanebe	SCH	17697	RSA
404	LOMIE	Mazamesso	SCH	17698	1°RI
405	MABALO	Atahessi	SCH	17699	RSA
406	MARA	Kokou	SCH	17704	3°RI
407	M'BALAKI	Tchaa	SCH	17707	3°RI
408	M'BELOU	Essodolom	SCH	17708	2°BIR
409	MELEBOU	Aklesso	SCH	17710	RPC
410	MIGNARBOUGA	Mawayimban	SCH	17712	1°RI
411	MILOGA	B. G. Midakena	SCH	17714	1°RI
412	MINDAMOU	Atchadjamie	SCH	17715	2°RI
413	MISSI	Essodjolo	SCH	17718	1°BIR
414	MOUKAILA	Assoumaila	SCH	17722	4°RI
415	NABEDE	Essozimna	SCH	17727	23°BIM

416	NABEDE	Sohou	SCH	17728	2°BIR
417	NAWOUNE	Kissao	SCH	17736	2°BIR
418	N'PORBI	Bamini	SCH	17739	2°BIR
419	N'TASSOU	Akati	SCH	17740	2°BIR
420	N'ZONOU	Pawounam	SCH	17742	RPC
421	ODJEKE	Akata	SCH	17743	4°RI
422	OSSIDO	Kossi	SCH	17744	RCGP
423	OUGANE	Ouborgne	SCH	17745	RCGP
424	OURO-KOURA	Aboubakar	SCH	17746	RPC
425	PAGNA	Assango	SCH	17751	RPC
426	PALI	Abalo Madidoma	SCH	17754	RBRA
427	PALI	Kpatcha	SCH	17755	RPC
428	PANLAKI	Solime	SCH	17760	25°BB
429	PAWANE	Tighanbila	SCH	17764	CETAP
430	PEMELA	Kezie	SCH	17768	4°RI
431	PESSE	Pilakani	SCH	17770	RCGP
432	PETEMA	Essozimna	SCH	17771	CETAP
433	PEWELI	Edjamedoki	SCH	17773	CETAP
434	PEYELEKE	Hodabalo	SCH	17774	RCGP
435	PIKLI	Pitalounani	SCH	17777	3°RI
436	PILASSIMA	Kodjo	SCH	17779	25°BB
437	POTCHO	Pilabiwe	SCH	17787	2°BIR
438	MALOU	Pouwemawaï	SCH	17793	RBRA
439	PREME	Koudjoukabalo	SCH	17794	RCGP
440	SAMBIENI	Kalefa	SCH	17800	RPC
441	SAYIBIA	Tanizi	SCH	17805	RPC
442	SEBOU	Arissou	SCH	17806	RPC
443	SENOO	Kwadzo Moise	SCH	17807	RPC
444	SIMTORO	Alow-Egnim	SCH	17810	1°BIR
445	SIMYELI	Essonana	SCH	17811	RPC
446	SIZING	Gniyou	SCH	17813	CETAP
447	SOBOU	Piabalo	SCH	17814	CNEC
448	SOITIM	Danansoi	SCH	17816	1°RI
449	TADA	Djakra	SCH	17825	23°BIM
450	TADE	Batarima	SCH	17826	RCGP
451	TAGNAMI	Tchilabalo	SCH	17833	RSA
452	TAHADE	Koundounware Adji-Kalo	SCH	17834	RPC
453	TASSANE	Garou	SCH	17838	23°BIM

454	TAWENA	Pagnamnani	SCH	17840	RPC
455	TCHAA-DJOBO	Ilyas Sabani	SCH	17843	1°BIR
456	TCHAFARAME	Inoussa	SCH	17845	1°RI
457	TCHAKEBERA	Agbetho	SCH	17847	23°BIM
458	TCHAKPALA-TOI	Mazama-Esso	SCH	17849	RCGP
459	TCHALIM	Essokassi	SCH	17853	4°RI
460	TCHALIM	Lalakiti	SCH	17854	3°RI
461	TCHAZINO	Bawoumoundom	SCH	17869	3°RI
462	TCHEIABOUA	Bawibadi	SCH	17871	RPC
463	TCHEKPI	Atafeinim	SCH	17872	RPC
464	TCHEKPI	Koami Dominique	SCH	17873	1°RI
465	TEBIE	Koffi Essobadou	SCH	17885	23°BIM
466	TEBIE	Tangala	SCH	17886	RBRA
467	TITIKOU	Agbermegnon	SCH	17897	RPC
468	TOI	Massabalo	SCH	17898	RCGP
469	TOMSUWA	Kolinga	SCH	17899	CNI
470	TOSSIM	Hodabalo	SCH	17900	2°BIR
471	TOYOU	Kpatcha Toï	SCH	17904	CETAP
472	TROUM	Kondi	SCH	17905	RPC
473	WALLA	Massabalo	SCH	17906	1°BIR
474	WALLA	Ahoulimi	SCH	17907	3°RI
475	YAO	Arere Balakimwe	SCH	17917	3°RI
476	YAOULA	Anate Alantignon Assewe	SCH	17919	1°RI
477	YATA	Arateme	SCH	17921	23°BIM
478	YAYA	Moursalou	SCH	17922	RSA
479	YELINAKE	Pouwedeou	SCH	17923	23°BIM
480	YEMSO	Yembe	SCH	17924	23°BIM
481	YOKUYOU	Edjaredema	SCH	17925	CNEC
482	ADAM	Ali	SCH	17930	RSA
483	ADAM	Bouraima	SCH	17931	RSA
484	ADJOU	Tchala	SCH	17932	RBRA
485	ASSIA	Manabida	SCH	17938	RSA
486	AYEKATO	Tahare	SCH	17940	23°BIM
487	BABA	Nouhoum	SCH	17941	RPC
488	DJADJINGUE	Nayan	SCH	17948	RBRA
489	DJAKOUTE	Gounoble	SCH	17950	RBRA
490	KANGBA	Lenly	SCH	17957	RSA
491	KANTATI	Damsonnou	SCH	17958	CNEC

492	KANYITE	Dokine	SCH	17959	RSA
493	KARAMON	Bawa Karamon	SCH	17960	2°BIR
494	KOFFI N'DERE	Kokou	SCH	17961	1°RI
495	KOMBATE	Kandari Dandiogou	SCH	17964	RSA
496	KOMBATE	Pouguinimpo	SCH	17968	RSA
497	KOMBIANI	Timbondja	SCH	17971	1°RI
498	KONLANI	Lene	SCH	17972	2°BIR
499	KOUGBENI	Lamboni Tchilek	SCH	17975	RSA
500	LANGBOGOU	Sanaguine	SCH	17982	CETAP
501	N'KORE	Allone	SCH	17994	1°RI
502	SORI-NABA	N. Arizouma	SCH	18004	RSA
503	TCHIRINGA	Koffi	SCH	18008	3°RI
504	WINDE	Amadou	SCH	18012	RPC
505	YOME	Lorimpo	SCH	18016	1°RI
506	ADJAKPA	Afeitom	SCH	18132	RSA
507	ADOUSSI	Tchilabalo	SCH	18136	RBRA
508	AFIKOU	Kossi	SCH	18138	1°BIR
509	AGBANGBA	Massama Esso	SCH	18139	1°BIR
510	AGBEZOUNDOR	Komi Holali	SCH	18142	RSA
511	AGBOFIN-KOKOU	Yao	SCH	18144	RSA
512	AGNIDE	Kossi	SCH	18146	4°RI
513	AGOLO	Adji	SCH	18150	RSA
514	AKPATOOU	N. Bataname	SCH	18156	4°RI
515	ALI	Bougondeou	SCH	18160	RSA
516	AMANA	Adjana Essomanam	SCH	18165	RCGP
517	AWADE	Akiza	SCH	18179	2°RI
518	AWOUNOU	Kokou Senyo Bernard	SCH	18181	RSA
519	AYATETOU	Toi Tchaa	SCH	18182	RSA
520	AYIVI	Kossi	SCH	18184	RCGP
521	AZIADEKE	Kofi Dodzi	SCH	18186	RSA
522	BABAKO	Wendana Batanta-Marebate	SCH	18188	2°RI
523	BADABO	Bikiliwe	SCH	18189	1°RI
524	BAYOUMDI	Limhani Bakome	SCH	18200	RSA
525	BERENA	Esso-Hounah	SCH	18202	1°BIR
526	BIDOLA	Mabafe	SCH	18204	RPC
527	DALOUBA	Bougonou	SCH	18219	CETAP
528	DANATOMA	Toguena	SCH	18221	1°BIR
529	DAYO	Komlavi Semekonawo	SCH	18226	3°RI

530	DJOKPE KODJO	Mawuenam	SCH	18233	4°RI
531	DORSOU	Kossivi	SCH	18236	RPC
532	GBINIH	Koffivi Messanvi Holalé	SCH	18248	1°BIR
533	KOUATIDJA	Mitre	SCH	18279	1°BIR
534	KOUDJOWOU	Balakiyem Atana	SCH	18280	RSA
535	KOULOUN	Amelete Gnimdewa	SCH	18282	RCGP
536	KPAMBORGA	Nimnora	SCH	18285	2°RI
537	KATCHACARA	Payeliname	SCH	18286	1°RI
538	KPELOU	Baoubadi	SCH	18287	25°BB
539	LAMBONI	Tibite Tekembane	SCH	18291	RPC
540	MATINKAWE	Ayo	SCH	18300	RSA
541	MINGO	Gnokodemba	SCH	18306	3°RI
542	NAGNAH	Yawo Nenfán	SCH	18312	2°RI
543	NAO	Essowe	SCH	18313	4°RI
544	OURO-GNAO	Abdou Razac	SCH	18318	RCGP
545	KOKA	Kodjo Tomneda	SCH	18319	3°RI
546	PADINA	Dadja	SCH	18320	RSA
547	PALAKI	Badibalaki	SCH	18323	RSA
548	PESSE	Hezouwe	SCH	18328	CNEC
549	SEMEKONO	Solevo	SCH	18339	RSA
550	SETO	Atché	SCH	18341	1°BIR
551	TAKPE	Essobozou	SCH	18351	RSA
552	TCHAKPELE-AYOU	Mawai-Fei	SCH	18353	1°BIR
553	TCHAKPI	Abalo Atafoi	SCH	18354	1°RI
554	MANGOULA	Tablalam	SCH	19261	RSA
555	ADAKE	Bidenam	SGT	16960	1°RI
556	AMEGAVI	Kossi Gamele	SGT	16987	CETAP
557	APETE	Loko	SGT	16993	RCGP
558	AWESSO	Bawoubadi	SGT	17005	2°RI
559	BAGALALEBE-DOUTI	Nibkegna Arnaud	SGT	17017	23°BIM
560	GNAGA	Djalema Matezeleba	SGT	17047	RCGP
561	KOMBATE	Damgam	SGT	17067	RCGP
562	KOUDJO	Kokou Messan	SGT	17070	RCGP
563	NANDOGMA	Laouteta	SGT	17097	3°RI
564	ONONI	Kossi	SGT	17102	CNEC
565	SONTE	Badjowa	SGT	17115	RCGP
566	TCHALO	Babalamssoka	SGT	17121	RCGP
567	AKAULO	Eyabagnan	SGT	17158	RCGP

568	AKPABOU	Kosi Bitang	SGT	17160	RCGP
569	ALAWUI	Komi Absbre	SGT	17163	RCGP
570	ANALA	Massitem	SGT	17174	RCGP
571	BADJO	Koffi Madombena	SGT	17186	RPC
572	BAKEDA	Sagou	SGT	17188	2°BIR
573	BAYEKIM	Bawoubadi	SGT	17190	3°RI
574	BODJONA	Tchiwa	SGT	17198	RCGP
575	HOUNTEMBA	Nandji	SGT	17225	2°RI
576	KAO	Awouelou	SGT	17231	4°RI
577	KEMBO	Bateka	SGT	17236	RPC
578	KPARANTA	Watou	SGT	17253	RSA
579	M'BOM	Bitemnewe	SGT	17266	1°RI
580	NYANZA	Abalo Atenede	SGT	17278	RPC
581	PIKEZI	Poyodimondom	SGT	17290	RPC
582	PRE	Essossalam	SGT	17292	25°BB
583	WOUTRE	Adjipeta	SGT	17323	RCGP
584	ADEWI	Anangnidou	SGT	17345	RCGP
585	ADJA	Esso Gnim	SGT	17348	23°BIM
586	ADJI	Atemba	SGT	17351	RCGP
587	ADOM	Baoubadi	SGT	17358	RPC
588	AGBE	Mazabalo	SGT	17362	RCGP
589	AGOBO	Assoti Melebetom	SGT	17366	RPC
590	ALFA	Bawibati	SGT	17380	4°RI
591	ALI	Adebayo Abib Pehim	SGT	17383	RCGP
592	ASSIH	Mazama-Esso	SGT	17421	RCGP
593	ATTI	Souberou	SGT	17440	3°RI
594	AZOTI	Essohanam	SGT	17449	3°RI
595	BADJATOMA	Dibansoga	SGT	17462	RPC
596	BATOMA	Tchilebala	SGT	17493	23°BIM
597	BAZA	Mondomwinibe	SGT	17495	4°RI
598	BEKEI	Magnourewa	SGT	17498	RPC
599	BIKOZI	Essoyotou	SGT	17508	1°RI
600	BILANTE	Tchedeli	SGT	17510	23°BIM
601	BIMIZI	Akla-Esso	SGT	17511	RCGP
602	BINAOU	Gbati	SGT	17514	23°BIM
603	BIYAMBE	Bidjoubame	SGT	17520	RCGP
604	BODOMA	Pyabalo	SGT	17524	RPC
605	BOUKPESSI	Tchaa	SGT	17533	RCGP

606	DJADI	N'padob	SGT	17549	2°BIR
607	EDJARE	Awaki	SGT	17560	1°RI
608	GNASSIMGBE	Bawoubadi	SGT	17580	RCGP
609	KABISSI	Merenebe	SGT	17600	RPC
610	KANTAH	Batoguibadja	SGT	17616	RPC
611	KEBOUSSI	Alakidi	SGT	17636	2°BIR
612	KOFFI	Outandane	SGT	17649	25°BB
613	KOLANI	Palouman	SGT	17652	RCGP
614	KOZON	Koffi	SGT	17673	23°BIM
615	KPANA	M'fam	SGT	17678	RCGP
616	KPEZOU	Esso-Houna	SGT	17682	RCGP
617	GUITCHA	Yao Essofa	SGT	17693	RCGP
618	LIMAZIE	Awaba	SGT	17694	RCGP
619	MILOGA	Baena-Lissaba	SGT	17713	3°RI
620	NABEDE	Assoti	SGT	17726	RCGP
621	NADJOMBE	Gbandi	SGT	17732	2°RI
622	OURO-GBELEOU	Essofa Idi	SGT	17749	RCGP
623	PIDAMO	Potcho	SGT	17776	2°RI
624	POUH	Hodabalo Alih	SGT	17790	RPC
625	SABI	Agbodja Ayewa	SGT	17796	2°BIR
626	SONGOI	Pawimotom	SGT	17820	RCGP
627	TABONA	Tchin	SGT	17824	RPC
628	TCHABANA	Badjidou	SGT	17844	25°BB
629	TCHAKOURA	Bouraima	SGT	17848	4°RI
630	WARALIOUA	Mawune-Eso	SGT	17909	RPC
631	WISSIGNA	Essosimna	SGT	17913	RSA
632	YADJAGUE	Maborgnin	SGT	17916	23°BIM
633	ZAKARI	Panateng	SGT	17928	25°BB
634	AGBEROU	Akolim	SGT	17933	RPC
635	BAGOUDOU	Abdel-Salim	SGT	17943	1°BIR
636	BOUKARI	Binanga	SGT	17946	1°RI
637	DOUTI	Badame	SGT	17951	RCGP
638	KOLANI	Benefei	SGT	17962	23°BIM
639	KOLANI	Moguidam	SGT	17963	RCGP
640	KOMBATE	Loripo	SGT	17966	4°RI
641	KOMBATE	Mifamibe	SGT	17967	2°RI
642	KOMBATE	Sanninta	SGT	17969	RPC
643	MAYONOU	Gounsete	SGT	17986	RCGP

644	M'BOMA	Djingbie	SGT	17987	RCGP
645	NANDA	Tibe	SGT	17992	23°BIM
646	OUMOROU	Na-Akah	SGT	17996	RBRA
647	SANA	Idrissa	SGT	17999	RPC
648	BATCHANA	Kéméabalo	SGT	20294	25°BB
649	AGBA	Essowe	CCH	16967	RCGP
650	BOYODI	Essohouna	CCH	17028	RCGP
651	DJIKA	B. Janvier	CCH	17037	CETAP
652	KASSAM	Zoumaro	CCH	17054	RCGP
653	KPANDJA	Kondi Fousseni	CCH	17074	1°BIR
654	KPANGO	Amapa	CCH	17075	RPC
655	NAPO	Tagbe	CCH	17272	2°RI
656	PEKETI	Plande	CCH	17289	CETAP
657	DOSSEKPLI	Komlan	CCH	17294	RPC
658	TCHALIM	Mebinasso	CCH	17306	1°RI
659	TCHASSIM	Abalo	CCH	17307	1°BIR
660	ALITI	Mazama-Esso Toï	CCH	17388	RBRA
661	ALOU	Panawe	CCH	17391	1°RI
662	ALOUA	Essohanam	CCH	17393	3°RI
663	ANIMAO	Padakem	CCH	17410	4°RI
664	BAMALI	Assoou	CCH	17478	1°RI
665	BOUKARI	N'gayi-Minamb	CCH	17531	RCGP
666	EKPAO	Essonana	CCH	17562	1°BIR
667	GNABA	Essoyomèwè	CCH	17574	25°BB
668	KANATE	Kokou	CCH	17615	RBRA
669	KANZAOU	Esso-Manam	CCH	17617	2°RI
670	KAO	Eyalakinam	CCH	17620	RCGP
671	KPEGA	Babora	CCH	17680	RPC
672	LAMBIMA	Finindo	CCH	17687	4°RI
673	PEKPESSOU	Manguiliwe	CCH	17766	RBRA
674	PITEKELABOU	Hodo	CCH	17781	RPC
675	POKO	Kandioufei	CCH	17783	4°RI
676	ROMBA	Sim	CCH	17795	4°RI
677	TALAKI	Batchazi	CCH	17835	RPC
678	TCHAMBAGO	Hata	CCH	17861	1°BIR
679	BARRY	Benga-Maman	CCH	17944	RSA/DCMS
680	POKANAME LARE	Boiankonne	CCH	17998	RPC

681	BATOMA	Matthias	CCH	18199	RSA/DCMS
682	DADABOR	Komlan	CCH	18217	4°RI
683	DOGO	Hodo-Abalo Palakiyem	CCH	18234	RPC
684	GBENIN	Messa Djidjole	CCH	18247	1°BIR
685	KONGRE	Katamba	CCH	18276	3°RI
686	ABOUBAKAR	Mahamadou	CCH	18386	RBRA
687	ADZESSOWONU	Kokou	CCH	18395	RBRA
688	ALABA	Essolakina	CCH	18413	RBRA
689	AMEDODJI	Kokouvi	CCH	18419	1°BIR
690	AWESSO	Yokoude	CCH	18437	4°RI
691	KATCHAN	Kossi Dedjou	CCH	18520	4°RI
692	OUADJA	Abroufoubaba	CCH	18561	RCGP
693	TELLA	Akamre	CCH	18595	RCGP
694	AMAH	Kpatchaa	CCH	18690	1°BIR
695	BAKA	Kewekede Eyadema	CCH	18755	3°RI
696	KPELENKA	Akillesso	CCH	18969	1°BIR
697	LOKOU	Zato	CCH	18993	2°RI
698	NABEDE	Balabapawi	CCH	19026	RCGP
699	NIKI	Etanoki	CCH	19041	RCGP
700	SODIYAH	Tchilabalo	CCH	19121	4°RI
701	TCHASSIE	Tchaa	CCH	19159	CNI
702	WOELA	Essodina	CCH	19195	25°BB
703	YAOUULA	Aklesso	CCH	19199	4°RI
704	GNON	Aregba Tchemate	CCH	19231	4°RI
705	KONTOU	Hakoleba	CCH	19247	RSA
706	LENI	Blidjoni	CCH	19258	RCGP
707	LIKILOUN	Kankonname	CCH	19259	RCGP
708	IDRISSOU	Mohamadou	CCH	20476	RCGP
709	N'BEBI	Koussao	CCH	20665	RCGP
710	OURO-SAMA	Agoro	CCH	20694	25°BB
711	GUEREKE	Issaka	CCH	21363	RCGP
712	DEGLO-KPEGLO	Komla Mawuli	CCH	27981	CSP
713	EYAKIFAMA	Essorezam	CCH	28093	CSP
714	DOS-REIS	Y. Adekoule	1°CL	18237	3°RI
715	MERRA	Badjanko	1°CL	18302	RCGP
716	MASSOGBLO	Gatowonou Agbenoxevi	1°CL	19007	2°BIR

ARMEE DE L'AIR

N°	Nom	Prénoms	Grade	Mle	Unité
717	SOETOR	Kodjo	MAJ	14748	BTL
718	KASSAM	Komlan	ADC	16303	BTL
719	ANDEME	Essohouna	ADC	16347	BTL
720	HOUSSOU	Essotina	ADC	16377	BCN
721	LARE	Tcham	ADC	16397	BCN
722	WOEZA	T. Afaïgnedo	ADC	16518	BTL
723	POYODE	Pabanam	ADC	16746	BTL
724	AGOUSSOUYE	Hodabalo	ADC	16889	BCN
725	AHONON-AZIAWONOU	Ayao	ADC	16976	BTL
726	BEDJEYA	Maglibè Prosper	ADC	17022	BCN
727	KOUYAKOUTOULI	Mawéna	ADC	17250	BTL
728	ABAD	Adamou	ADC	17328	BCN
729	ANAKPA	Tchaa Padayodi	ADC	17405	BTL
730	BOUKPESSI	Komla	ADC	17532	BTL
731	LAWSON-HELOU	A.B. Mawuéna	ADC	18046	BTL
732	BAHIM	Massama Esso	ADC	18047	BTL
733	CONDOR	Tétévi	ADC	18048	BCN
734	BADABA	Essodina	ADC	18070	BTL
735	TCHAPO	Gbati	ADC	18091	BTL
736	KOLA	Magasinèwè	ADJ	16384	BTL
737	ASSIKI	Essohanam	ADJ	16563	BTL
738	BOZISSO	Balakimwé	ADJ	16621	BCN
739	PADARO	Komi	ADJ	16731	BTL
740	N'DAYAKE	Essobiou	ADJ	17100	BCN
741	ALIDOU	Sani	ADJ	17387	BCN/DCCA
742	BAOUNA	Lonzozou	ADJ	17485	BTL
743	TAPATA	Kpakou-N'gué	ADJ	18006	BCN
744	AKLIMAH	Yao	SCH	16980	BCN
745	AZANGLO	Ayawo	SCH	17011	BTL
746	KOLANI	Dampague	SCH	17065	BTL
747	LAMBONI	Lolimpo	SCH	17080	BCN
748	SOSSOU	Amégnona	SCH	17117	BTL
749	ATSUTSE	Kodjo Afélélé	SCH	17180	BCN
750	KOTO	Koffi	SCH	17245	BCN
751	MADITOMA	Abalo Gniou	SCH	17262	BCN
752	OTSRI	Koffi Afiolégo	SCH	17280	BTL

753	TSOLENYANU	K. Toutouakou	SCH	17317	BTL
754	ABOSSI	Essobiyou	SCH	17338	BTL
755	TEVI	Anani Komlan	SCH	17394	BCN
756	AMANA	Kalabina	SCH	17396	BCN
757	ATABRE	Sékou Paulin	SCH	17426	BTL
758	BABALE	Medenani	SCH	17452	BTL
759	GNEGUE	Pitalou-Ani	SCH	17581	BTL
760	KADJANFAYA	Léror-Ban-Béna	SCH	17605	BTL
761	KAMA	Kpatcha	SCH	17611	BCN
762	KAYA	Hodabalo	SCH	17633	BCN
763	KEBOUSSI	E. Somiéabalo	SCH	17637	BCN
764	NONON	Klukupama Bako	SCH	17738	BCN
765	PAKA	Aklesso	SCH	17752	BCN
766	SARAMI	Hamissou	SCH	17804	BTL
767	TCHAMIE	Essoyomèwè	SCH	17863	BCN
768	TCHIKIRI	Hounaré	SCH	17879	BTL
769	TELOU	Kpatcha Mana	SCH	17889	BTL
770	WASSIDEMA	Sim-Tita	SCH	17911	BTL
771	YAOUSSOU	Atchou Ibalibi	SCH	17920	BTL
772	ZAKARI	Pilakani	SCH	17927	BTL
773	AYI	Kodjo Dodji	SCH	18183	BTL
774	KARBOUNI	Nambou	SCH	18898	BTL
775	DABONI	Ayakpé Kossi	SGT	17204	BTL
776	IBOURAIMA	Mobassirou	CCH	17596	BTL

MARINE NATIONALE

N°	Nom	Prénoms	Grade	Mle	Unité
777	KPOMGBE	Kouessan	MP	16395	MN
778	BAKAI	Meyebina-Esso	MP	16452	MN
779	AWOE	Kokou	MP	17008	MN
780	ESSO	Assimah	MP	17042	MN
781	ANWONE	Agba Nikabou	MP	17411	MN
782	BAH-TRAORE	Gazali	MP	17468	MN
783	PADANADO	Ayawo	MP	17761	MN
784	PREY	Mangou-Ani	PM	16408	MN
785	ASSIH	Bilanabidi	PM	17418	MN
786	ISSIFOU	Moustafa	PM	17599	MN
787	SOOU	Sama	PM	17822	MN
788	DIKU	Kossi	MT	17209	MN

GENDARMERIE NATIONALE

N°	Nom	Prénoms	Grade	Mle	Unité
789	TCHADE	Pouyemindeou	MAJ	3540G	GN
790	YELE	Tchaa Sizing	MAJ	3584G	GN
791	LAOKPESSI	Teiya Essodjolo	ADC	3380G	GN
792	POTCHO	Edjamvei Kossi	ADC	3486G	GN
793	AGOSSOU	Dossou	ADC	3596G	GN
794	HENOUGNON	Koffi Dodo	ADC	3603G	GN
795	ADAWUSO	Kodzo Mawuna	ADC	3690G	GN
796	ADJE	Badayem	ADC	3691G	GN
797	ALEDI	Aklesso	ADC	3697G	GN
798	ARATEME	Akouta	ADC	3701G	GN
799	ASSOTI	Essossinam	ADC	3703G	GN
800	DJOKA	Komlan	ADC	3716G	GN
801	GAWOU	Yaovi Edem	ADC	3720G	GN
802	HILIM	Pessee	ADC	3721G	GN
803	KALAO	Edjare Alleya	ADC	3727G	GN
804	KAMAZINA	Atanam	ADC	3728G	GN
805	KAO	Essodina	ADC	3729G	GN
806	KOLANI	Menkoiba	ADC	3733G	GN
807	KOROHOU	N'gbele	ADC	3735G	GN
808	LAWSON	Late Djifa	ADC	3739G	GN
809	MOUZOU	Sinasimna	ADC	3746G	GN
810	AKPA	Kwami-Kuma Elogo	ADC	5372G	GN
811	AWATE	Pagoubassou Wiyau	ADC	5374G	GN
812	BADJADEGA	Bakansa	ADC	5375G	GN
813	DJAKPA	Komla Mawuenyigan	ADC	5377G	GN
814	TONOU	Koffivi	ADC	5379G	GN
815	AFANTCHAO	Kossi	ADC	5380G	GN
816	AFETSE	Mawuko Gerson Leopold	ADC	5381G	GN
817	AGBODZA	Akotia Komla Ata	ADC	5382G	GN
818	BENA	Komi	ADC	5383G	GN
819	KABRE	Kossivi	ADC	5385G	GN
820	KOUMESSI	Kossivi	ADC	5386G	GN
821	AGBOLA	Ngoma	ADC	5392G	GN
822	AKPABLA	Etse	ADC	5393G	GN
823	AMIDOU	Alassani	ADC	5395G	GN
824	ATCHATE	Komi	ADC	5396G	GN

825	ISSA	Affo	ADC	5400G	GN
826	KISSAO	Napo	ADC	5401G	GN
827	MEBA-TOI	Pahou	ADC	5402G	GN
828	N'GNAMA	Palandina	ADC	5403G	GN
829	PADASSE	Kibandou	ADC	5405G	GN
830	ALADJI	Maweki Mazimani	ADJ	3597G	GN
831	BLANDJA	Ichaou	ADJ	3600G	GN
832	KANDJIE	Kpeka	ADJ	3604G	GN
833	TAMOUTOU	Tagba Abalo	ADJ	3621G	GN
834	ALAYI	Binioube	ADJ	3696G	GN
835	ASSIAH	Esso-Essola	ADJ	3702G	GN
836	BIGNANG	Pyabalo	ADJ	3710G	GN
837	DJOUA	Essolakina	ADJ	3717G	GN
838	KABEY	Wolou	ADJ	3723G	GN
839	MANGANI	Tchein	ADJ	3740G	GN
840	MAKPEW	Eyalaba	ADJ	3741G	GN
841	MANOU	Atsou	ADJ	3742G	GN
842	TANOUEI	Amenga	ADJ	3755G	GN

SERVICE DE SANTE DES ARMEES

N°	Nom	Prénoms	Grade	Mle	Unité
843	PANASSA	Séyadè	ADC	15763	SS
844	YOM	Komi	ADC	15770	SS
845	KARIMOU IDRISOU	Aboudou Kassimou	ADC	15775	SS
846	SOGOYOU	Pohoghame	ADC	15783	SS
847	KATANGA	Kwadjo Tchatchéi	ADC	15943	SS
848	AYO	Kabazina	ADC	16358	SS
849	BADJOGO	Kodjo	ADC	16451	SS
850	KODA	Koffi Nomesi	ADC	16481	SS
851	ADJAI	Ali	ADC	16533	SS
852	ATOUTE	Waratessim	ADC	16567	SS
853	AGBALEVON	Yawo	ADJ	15795	SS
854	ASSIOM	Etche	ADJ	15810	SS
855	MALOU	Essohanam	ADJ	15862	SS
856	AHOMEKU	Komi Mawuli	ADJ	15902	SS
857	EKPAI	Tetouhèwa	ADJ	15933	SS
858	KPATCHA	Kokou	ADJ	15951	SS

859	KONDO	Lantam	ADJ	16132	SS
860	OUDEI	Tasso Akilou	ADJ	16173	SS
861	WAYEGMA	N'Bordja	ADJ	16236	SS
862	SABI	Saguy Bévélé	ADJ	16410	SS
863	AGBANAKLA	Kokouvi Kpégbadja	ADJ	16433	SS
864	ABALA	Hodabalo	ADJ	16520	SS
865	BAYOUMA	Batoulougma	ADJ	16594	SS
866	HEMOU	Magnimatéma	ADJ	16649	SS
867	KIFALANG	Eyanaa	ADJ	16672	SS
868	NINI	Tchaa	ADJ	16723	SS
869	SANWOGO KOMBATE	Kolimey	ADJ	16861	SS
870	AKANAM	Nakparé	ADJ	16977	SS
871	ASSOQUEY	Yaovi	ADJ	16997	SS
872	DANKOU	Koffi Obounabé	ADJ	17030	SS
873	ABDOULAYE	Mouhaman	ADJ	17142	SS
874	AGOSSOU	Ezih	ADJ	17156	SS
875	AMEGAVI	Sédofia	ADJ	17169	SS
876	EKPE	Yaovi	ADJ	17215	SS
877	VOMEWO	Kossi Ganyo	ADJ	17318	SS
878	ALFA	Téou	ADJ	17382	SS
879	BAFEYA	Yao	ADJ	17464	SS
880	BATCHATI	Piyabalo	ADJ	17491	SS
881	BOUYO	Toyi	ADJ	17538	SS
882	HALIBA	Pilakani	ADJ	17583	SS
883	HODBA TOLMA	Bawi	ADJ	17591	SS
884	KEZIRE	Koura	ADJ	17645	SS
885	MAZINA	Pakanah	ADJ	17706	SS
886	PILABINA	Tchalim	ADJ	17778	SS
887	PINIZI	Tchaa	ADJ	17780	SS
888	TAGBA	Balakimwé	ADJ	17830	SS
889	TASSIBA	Bayoulebia Tédaéna	ADJ	17839	SS
890	TCHALLA	Ayékhom	ADJ	17855	SS
891	TCHAPO	Kondi-Waye	ADJ	17865	SS
892	AVOSSE	Kossigan	ADJ	17939	SS
893	DJAGRI	Bighenmtome	ADJ	17949	SS
894	DOUTI	Kompatib	ADJ	17952	SS
895	KOUNTOUTI	Mombah	ADJ	17977	SS
896	MADIMINE	Bongue Yandja	ADJ	17984	SS

897	SONDOU	Biladéou	ADJ	18002	SS
898	SOULEMANA	Issaka Djama	ADJ	18005	SS
899	TOGUEMA	Djonna Tib-Sowre	ADJ	18009	SS
900	MONDJA	Yao	SCH	17268	SS
901	ABALO	Pétchintin	SCH	17331	SS
902	ABE	Awédewou	SCH	17333	SS
903	AGBENOWOSSI	Yao	SCH	17363	SS
904	BAH-TRAORE	Abdoumadjidou Sadikou	SCH	17469	SS
905	BELEI	Akli-Esso	SCH	17501	SS
906	KOUBATINE	Tossou Aklaïssou	SCH	17666	SS
907	NAMPOADJA	Maksimbi	SCH	17733	SS
908	ALIKA	Samon	SCH	17936	SS
909	BOUKARI	Alimadjidou	SCH	18464	SS
910	TCHEI-ABOUA	Manibadang	SCH	19167	SS
911	AGBA	Issaka	CCH	20131	SS
912	DIMOGUI	Kanfitini	CCH	20359	SS
913	HOUNFODJI	Akakpo	CCH	20473	SS
914	SEKOU	Essossimna	CCH	20765	SS
915	AGBASOYE	K. Abire	CCH	21037	SS
916	AKAÏ	Magnousspa Nambea	CCH	21064	SS
917	ALITCHEDI	Moussa	CCH	21092	SS
918	AMEVO	Yawo	CCH	21111	SS
919	BADABO	Madoutou	CCH	21177	SS
920	BELLO	Arafa	CCH	21227	SS

GROUPEMENT DE SECURITE PRESIDENTIELLE (GSP)

N°	Nom	Prénoms	Grade	Mle	Unité
921	BADABO	Bérèmwè	ADC	16360	GSP
922	TAGBA	Abalo	ADC	16418	GSP
923	TELOU	Sassa	ADC	16785	GSP
924	TEOU-TEOU	Talifeyi	ADC	16787	GSP
925	SOLITOKÉ	E.Kundjabalo	ADC	17817	GSP
926	KASSINKAYA	Yana	ADJ	15942	GSP
927	ADIKO	Bitémniwé	ADJ	16003	GSP
928	ATIKI	Kodjo	ADJ	16038	GSP
929	ETONA	Essossinam	ADJ	16091	GSP
930	BLAOU	Yannalé	ADJ	16246	GSP
931	PALI	Tanguèwèki	ADJ	16501	GSP

932	ABINA	Tchilabalo	ADJ	16526	GSP
933	LIDOH	Tomténa	ADJ	17260	GSP
934	MALOU	Bininbè	ADJ	17702	GSP
935	TCHAMDJA	Paroudjia	ADJ	17862	GSP
936	BABAKAN	Paguidamé	ADJ	17942	GSP
937	KPINDOU	Bignassouwé	SCH	17078	GSP
938	MOTTA	Ma-Etabé	SCH	17094	GSP
939	OUGBENA	Anala	SCH	17103	GSP
940	TOSSIM	Wiyao	SCH	17130	GSP
941	TCHONDA	Yawo	SCH	17311	GSP
942	AKATI	Naraféyi	SCH	17372	GSP
943	ASSOTI	Somiabalo	SCH	17424	GSP
944	BATCHANA	Wahabou	SCH	17488	GSP
945	DANDAKOU	Essodjolo	SCH	17544	GSP
946	ESSOKAM G.	Mèlèbou	SCH	17565	GSP
947	GBATI	Mayimbo	SCH	17573	GSP
948	KONDI	Kondiwaï	SCH	17657	GSP
949	KPOWBIE	Tawélissi	SCH	17685	GSP
950	MAHIDEYA	Essoyomèwè	SCH	17701	GSP
951	PEYELEKE	Pahéam	SCH	17775	GSP
952	POUTOUKOULI	Palakibawi	SCH	17792	GSP
953	SONDOU	Oussoumin	SCH	17818	GSP
954	SOOU	Alaza	SCH	17821	GSP
955	N'ZONOU	Dinanepoutcho	SCH	17831	GSP
956	TCHOYOU	Essozimna	SCH	17884	GSP
957	TEOU	Manzama	SCH	17890	GSP
958	YOROU	Abass	SCH	17926	GSP
959	BOANARE	Nampine	SCH	17945	GSP
960	KOMBATE LIELO	Tilate	SCH	17970	GSP
961	KOUNA	Goumpouguinimpo	SCH	17976	GSP
962	NAGBANI	Soimpa	SCH	17990	GSP
963	BAYOUNDA	Mikoliba	SGT	17021	GSP
964	N'DAHOULMAN	Arantah	CCH	20666	GSP

GROUPEMENT D'INTERVENTION LEGER ANTI-TERRORISTE (GILAT)

N°	Nom	Prénoms	Grade	Mle	Unité
965	ABALO	Kokou	ADC	17330	GILAT
966	LAMBONI	Tondja	ADJ	16280	GILAT
967	NASSOUGOU	Bali	SCH	17273	GILAT
968	GBANDI	Gnandi	SCH	17572	GILAT
969	ARATIME	Kodjo	SCH	18700	GILAT
970	KROUMTA	Tchaa	SCH	18978	GILAT

ECOLE DE FORMATION DES OFFICIERS DES FAT (EFOFAT)

N°	Nom	Prénoms	Grade	Mle	Unité
971	TOSSIM	Somiabalo N'dadje	SCH	17315	EFOFAT
972	ASSIAH	Essoyo Sosso	SCH	17417	EFOFAT
973	PATCHONATING	Akaholo	SCH	17762	EFOFAT
974	TCHATCHIOU	Kezie	SCH	17867	EFOFAT
975	MONTOUATE	Kanfitine	SCH	17989	EFOFAT
976	NAKE	Kofi -Kofi Kplola	SCH	18552	EFOFAT
977	TCHAMBAGO	Anala Alkalaba	SCH	18584	EFOFAT
978	AMAKO	N'kembe Aladjou	SCH	18691	EFOFAT
979	BATESSA	Bilaka	SCH	18772	EFOFAT
980	DJOUA	Nouridine	SCH	18825	EFOFAT
981	ADOM	Essotolom Pyabalo	SGT	18636	EFOFAT
982	PALOU MENSA	Essoperam	CCH	19172	EFOFAT

ECOLE NATIONALE DES SOUS-OFFICIERS DE TEMEDJA

N°	Nom	Prénoms	Grade	Mle	Unité
983	ASSANGO	Bidi-Abalo	ADJ	18704	ENSOT
984	KADISSOLI	Pali	ADJ	18872	ENSOT
985	BADABO	Bawibadi	SCH	17456	ENSOT
986	DOGO	Essozimna	SCH	17556	ENSOT
987	DAMBA	Koudjala	SGT	17543	ENSOT
988	EDJARE	Afeignidou	SGT	17559	ENSOT

COLLEGE MILITAIRE EYADEMA(CME)

N°	Nom	Prénoms	Grade	Mle	Unité
989	BONFOH	Aminou	ADJ	16612	CME
990	BABANA	Ayao	SCH	17453	CME
991	KAZIOBA	N' Dja	SCH	17635	CME
992	KOLLA	Pyabalo	SCH	17654	CME
993	KOUGBLENOU	Kodjovi	SCH	18281	CME
994	ASSI	Komi	SGT	17177	CME
995	BABOTI	Solim	SGT	17454	CME
996	BADONA	Piyeki	SGT	17463	CME
997	ALASSANI	Moutakilou	CCH	20176	CME
998	BOMBOMA	Lenga	CCH	20326	CME
999	GNAMA	Kponte	CCH	20434	CME
1000	KONLANI	Sinandja	CCH	20575	CME

Art. 2: Le présent décret qui prend effet à compter du 25 mars 2025, date de prise de rang des intéressés, sera enregistré et publié au Journal Officiel de la République Togolaise.

Fait à Lomé, le 25 mars 2025

Le Président de la République

Faure Essozimna GNASSINGBE

DECRET N° 2025 - 031/PR du 23 avril 2025
fixant les indemnités des gouverneurs de régions

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur le rapport conjoint du ministre de l'Administration Territoriale, de la décentralisation et de la Chefferie Coutumière et du ministre de l'Economie et des Finances,

Vu la Constitution du 06 mai 2024 ;

Vu la loi n° 2007-001 du 8 janvier 2007 portant organisation de l'Administration territoriale déconcentrée au Togo ;

Vu la loi 2007-011 du 13 mars 2007 relative à la décentralisation et aux libertés locales ;

Vu la loi n° 2022-001 du 8 mars 2022 portant création de régions ;

Vu le décret n° 2011-122/PR du 13 juillet 2011 portant organisation de la fonction de gouverneur et de préfet ;

Vu le décret n° 2024-040/PR du 1^{er} août 2024 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le décret n° 2024-041/PR du 20 août 2024 portant composition du gouvernement ;

Vu le décret n° 2024-042/PR du 23 août 2024 portant nomination des gouverneurs ;

Vu le décret n° 2011-117/PMRT du 12 août 2011 fixant les indemnités à allouer aux agents de l'Etat lors des missions sur le territoire national, modifié par le décret n° 2020-007/PMRT du 31 décembre 2020 ;

Le conseil des ministres entendu,

DECRETE :

Article premier : Il est alloué aux gouverneurs de régions et aux gouverneurs de districts autonomes une indemnité de fonction mensuelle d'un million (1 000 000) de francs CFA.

L'indemnité de fonction est cumulable avec leur traitement salarial statutaire ou contractuel.

Art. 2 : Pour les missions à l'intérieur et à l'extérieur du pays, les gouverneurs de régions et les gouverneurs de districts autonomes sont classés dans le groupe I et bénéficient des frais de mission, conformément à la réglementation en vigueur.

Art. 3 : Les gouverneurs de régions et les gouverneurs de districts autonomes bénéficient d'un passeport diplomatique.

Art. 4 : Le ministre de l'Administration Territoriale, de la Décentralisation et de la Chefferie Coutumière, le ministre de l'Economie et des Finances et le ministre des Affaires Etrangères, de l'intégration régionale et des Togolais de

l'Extérieur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel de la République Togolaise.

Fait à Lomé, le 23 avril 2025

Le Président de la République

Faure Essozimna GNASSINGBE

Le Premier ministre

Victoire Sidémého TOMEGA-H-DOGBE

Le ministre de l'Economie et des Finances

Essowé Georges BARCOLAS

Le ministre de l'Administration Territoriale, de la Décentralisation et de la Chefferie Coutumière

Hodabalo AWATE

DECRET N° 2025 - 032 / PR du 23 avril 2025
fixant l'indemnité de fonction des secrétaires généraux des régions

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur le rapport conjoint du ministre de l'Administration Territoriale, de la Décentralisation et de la Chefferie Coutumière et du ministre de l'Economie et des Finances,

Vu la Constitution du 06 mai 2024 ;

Vu la loi organique n° 2014-013 du 28 juin 2014 relative aux lois de Finances ;

Vu la loi n° 2007-001 du 08 janvier 2007 portant organisation de l'Administration territoriale déconcentrée au Togo ;

Vu la loi n° 2007-011 du 13 mars 2007 relative à la décentralisation et aux libertés locales, ensemble les textes qui l'ont modifiée ;

Vu la loi n° 2022-001 du 08 mars 2022 portant création des Régions ;

Vu le décret n° 2011-122/PR du 13 juillet 2011 portant organisation de la fonction de gouverneur et de préfet ;

Vu le décret n° 2024-040/PR du 1^{er} août 2024 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le décret n° 2024-041/PR du 20 août 2024 portant composition du gouvernement ;

Vu le décret n° 2024-062/PR du 02 décembre 2024 portant nomination des secrétaires généraux des régions ;

Le conseil des ministres entendu,

DECRETE :

Article premier : Les secrétaires généraux des Régions (gouvernorats) bénéficient d'une indemnité mensuelle de fonction de trois cent mille (300 000) francs CFA.

Art. 2 : Le ministre de l'Administration Territoriale, de la Décentralisation et de la Chefferie Coutumière et le ministre de l'Economie et des Finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel de la République Togolaise.

Fait à Lomé, le 23 avril 2025

Le Président de la République

Faure Esozimna GNASSINGBE

Le Premier ministre

Victoire Sidémého TOMEGA-H-DOGBE

Le ministre de l'Economie et des Finances

Essowè Georges BARCOLAS

Le ministre de l'Administration Territoriale, de la Décentralisation et de la Chefferie Coutumière

Hodabalo AWATE

DECRET N° 2025 - 033 /PR du 23 avril 2025

fixant les indemnités des présidents, vice-présidents et rapporteurs des commissions permanentes, et les indemnités de sessions du conseil du District Autonome du Grand Lomé (DAGL)

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur le rapport conjoint du ministre de l'Administration Territoriale, de la décentralisation et de la Chefferie Coutumière et du ministre de l'Economie et des Finances,

Vu la Constitution du 06 mai 2024 ;

Vu la loi organique n° 2014-013 du 28 juin 2014 relative aux lois de finances ;

Vu la loi n° 2007-001 du 08 janvier 2007 portant organisation de l'Administration territoriale déconcentrée au Togo ;

Vu la loi n° 2007-011 du 13 mars 2007 relative à la décentralisation et aux libertés locales, ensemble les textes qui l'ont modifiée ;

Vu la loi n° 2014-009 du 11 juin 2014 portant code de transparence dans la gestion des Finances publiques ;

Vu la loi n° 2019-018 du 15 novembre 2019 portant attributions et fonctionnement du District Autonome du Grand Lomé ;

Vu le décret n° 2024-040/PR du 1^{er} août 2024 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le décret n° 2024-041/PR du 20 août 2024 portant composition du gouvernement ;

Vu le décret n° 2024-042/PR du 23 août 2024 portant nomination des gouverneurs des Régions et du District Autonome du Grand Lomé (DAGL) ;

Le conseil des ministres entendu,

DECRETE :

Article premier : Les présidents, vice-présidents et rapporteurs des commissions permanentes du conseil du DAGL bénéficient d'une indemnité mensuelle de fonction

dont le montant est fixé comme suit :

- Indemnité des présidents de commissions 125 000 francs CFA ;
- Indemnité des vice-présidents de commissions 120 000 francs CFA ;
- Indemnité des rapporteurs de commissions 100 000 francs CFA.

Art. 2 : Les membres du conseil du DAGL bénéficient d'une indemnité de session de vingt mille (20 000) francs CFA par jour de présence aux sessions ou réunions du conseil.

L'indemnité de session est cumulable avec l'indemnité de fonction, le cas échéant.

Art. 3 : Le ministre de l'Administration Territoriale, de la Décentralisation et de la Chefferie Coutumière et le ministre de l'Economie et des Finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel de la République Togolaise.

Fait à Lomé, le 23 avril 2025

Le Président de la République

Faure Esozimna GNASSINGBE

Le Premier ministre

Victoire Sidémého TOMEGA-H-DOGBE

Le ministre de l'Economie et des Finances

Essowè Georges BARCOLA

Le ministre de l'Administration Territoriale, de la
Décentralisation et de la Chefferie Coutumière

Hodabalo AWATE

**DECRET N° 2025 - 034 du 23 avril 2025
relatif à la coopération entre la Commission de
l'UEMOA et les structures nationales de concurrence**

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur le rapport du ministre du Commerce, de l'Artisanat et
de la consommation locale,

Vu la Constitution du 06 mai 2024 ;

Vu le Traité modifié de l'Union Economique et Monétaire Ouest
Africaine (UEMOA) du 10 janvier 1994, notamment en ses articles 88 à 90 ;

Vu le règlement n° 02/2002/CM/UEMOA du 23 mai 2002 relatif aux
pratiques anticoncurrentielles à l'intérieur de l'Union Economique et
Monétaire Ouest-Africaine ;

Vu le règlement n° 03/2002/CM/UEMOA du 23 mai 2002 relatif aux
procédures applicables aux ententes et abus de position dominante à
l'intérieur de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine ;

Vu le règlement n° 04/2002/CM/UEMOA du 23 mai 2002 relatif aux
aides d'Etat à l'intérieur de l'Union Economique et Monétaire Ouest-
Africaine et aux modalités d'application de l'article 88 (c) du Traité de
l'UEMOA ;

Vu la directive n° 02/2002/CM/UEMOA du 23 mai 2002 relative à la
coopération entre la Commission de l'UEMOA et les structures nationales
de concurrence ;

Vu la loi n° 99-011 du 28 décembre 1999 portant organisation de la
concurrence au Togo ;

Vu le décret n° 2024-040/PR du 1^{er} août 2024 portant nomination du
Premier ministre ;

Vu le décret n° 2024-041/PR du 20 août 2024 portant composition
du Gouvernement ;

Le conseil des ministres entendu,

DECRETE :

Article premier : Le présent décret détermine les modalités
de coopération entre la Commission de l'UEMOA et les
structures nationales de concurrence du Togo pour
l'application des articles 88, 89 et 90 du Traité de l'UEMOA.

Art. 2 : Au sens du présent décret, on entend par structures
nationales de concurrence, toutes institutions nationales, à
compétence générale ou sectorielle, intervenant dans le
domaine du contrôle de la concurrence.

Art. 3 : La structure nationale de concurrence à compétence
générale assure une mission de surveillance permanente
du marché afin de déceler les dysfonctionnements liés aux
pratiques anticoncurrentielles.

Les structures nationales à compétence sectorielle mènent
une activité permanente de surveillance des marchés régulés
afin de déceler les dysfonctionnements liés aux pratiques
anticoncurrentielles.

Art. 4 : Les structures nationales de concurrence dans le
cadre de la surveillance du marché peuvent mener des
enquêtes sur initiative propre ou sur mandat de la
Commission de l'UEMOA conformément aux pouvoirs et aux
procédures d'investigation prévus par le droit communautaire
et le droit national.

Lorsque l'initiative de l'enquête émane des structures
nationales de concurrence, elles en informent sans délai la
Commission par l'intermédiaire du ministère chargé du
Commerce.

Lorsque les structures de concurrence sectorielles initient
des enquêtes dans leur secteur, elles en informent la
structure nationale à compétence générale.

Art. 5 : Dans l'accomplissement des missions visées à
l'article 3 du présent décret, les structures nationales de
concurrence sont chargées de :

- a) recevoir et transmettre à la Commission, les demandes
d'attestation négative, les notifications pour exemption
et les plaintes des personnes physiques ou morales ;
- b) élaborer et transmettre trimestriellement à la
Commission, des rapports ou des notes d'information
sur la situation de la concurrence dans les secteurs
économiques ayant fait l'objet d'enquêtes ;
- c) suivre, en collaboration avec toute autre administration
habilitée, l'exécution des décisions qui comportent, à la
charge des personnes autres que l'Etat, une obligation
pécuniaire et en faire un rapport périodique à la
Commission ;
- d) procéder au recensement des aides d'Etat et en faire
trimestriellement rapport à la Commission ;
- e) produire un rapport annuel sur l'état de la concurrence
au Togo.

Toute communication entre les structures nationales de concurrence à compétence générale ou sectorielle et la commission de l'UEMOA doit être adressée au ministère du Commerce qui la transmet, le cas échéant, avec les observations du gouvernement, à la commission de l'UEMOA.

Copie est faite de toutes les communications des structures à compétence sectorielle, à la structure à compétence générale.

Art. 6 : Les structures nationales de concurrence prêtent assistance à la Commission lorsque celle-ci conduit elle-même les enquêtes.

Art. 7 : Le ministre chargé du Commerce désigne les représentants de l'Etat au sein du comité consultatif de la concurrence dans les conditions prévues à l'article 28 du Règlement n° 03/2002/CM/UEMOA du 23 mai 2002, relatif aux procédures applicables aux ententes et abus de position dominante à l'intérieur de l'UEMOA.

Lorsque le comité est amené à statuer sur une affaire relevant d'un secteur d'intérêt économique donné, la délégation devant participer aux travaux peut être élargie à un représentant de la structure nationale de concurrence du secteur concerné ou à défaut un représentant de l'association professionnelle dudit secteur.

Art. 8 : Il est institué un Comité de coopération des structures nationales de concurrence en abrégé CCSNC.

Un arrêté du ministre chargé du Commerce fixe la composition et le fonctionnement du CCSNC.

Art. 9 : Le ministre du Commerce, de l'Artisanat et de la Consommation Locale est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel de la République Togolaise.

Fait à Lomé, le 23 avril 2025

Le Président de la République

Faure Essozimna GNASSINGBE

Le Premier ministre

Victoire Sidémého TOMEGA-HDOGBE

Le ministre du Commerce, de l'Artisanat et de la Consommation Locale

Kayi MIVEDOR-SAMBIANI

**DECISION N° 39 /25 / ANAC / DG du 22 avril 2025
Portant amendement du règlement aéronautique national togolais relatif à la sécurité du transport aérien des marchandises dangereuses (RANT 18)**

LE DIRECTEUR GENERAL DE L'AGENCE NATIONALE DE L'AVIATION CIVILE

Sur le rapport conjoint du chef de la cellule juridique et du directeur contrôle et sécurité des vols ;

Vu la loi n° 2016-011 du 7 juin 2016 portant code de l'aviation civile ;

Vu le décret n° 2019-007/PR du 6 février 2019 portant délégation de compétence au directeur général de l'Agence Nationale de l'Aviation Civile ;

Vu l'arrêté n° 032/MIT/CAB du 31 juillet 2015 portant adoption du Règlement Aéronautique National Togolais relatif à la sécurité du transport aérien des marchandises dangereuses (RANT 18),

DECIDE :

Article premier : La présente décision amende le Règlement Aéronautique National Togolais relatif à la sécurité du transport aérien des marchandises dangereuses (RANT 18) en annexe.

Art. 2 : Le règlement amendé est publié sur le site web de l'ANAC à l'adresse www.anac-togo.tg. Il est également disponible à la bibliothèque de l'ANAC.

La présente décision sera publiée au Journal Officiel de la République Togolaise.

Art. 3 : Le directeur contrôle et sécurité des vols est chargé de l'exécution de la présente décision qui prend effet à compter de sa date de signature.

Fait à Lomé, le 22 avril 2025

Le Directeur Général de l'Agence Nationale de l'Aviation Civile

COL IDRISOU Abdou Ahabou